Vol 15 # 45 • Du 11 au 17 Mai 2022

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

HAUSSE DES PRIX DU PANIER DE LA MÉNAGÈRE



Voir page 4

Le peuple n'en peut plus avec les prix des denrées alimentaires qui ne cessent de grimper à la vitesse de l'éclair

CROIX-DES-BOUQUETS : MARCHE CONTRE L'INSÉCURITÉ



Voir page 4

Les habitants de la plaine du Cul-de-sac ont marché le vendredi 6 mai 2022 contre l'insécurité











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Quand l'ONU dénonce l'insécurité et non pas leur échec

Par Berthony Dupont

Les Etats-Unis pour consolider leur domination avaient sous couvert des Nations-Unies mandaté depuis 1993 en Haïti des simagrées, telles que la Mission des Nations-Unies en Haïti (Minuha), la Mission d'appui des Nations-Unies en Haïti (Manuh), la mission de transition des Nations-Unies en Haïti (Mitnuh), puis la mission de police civile des Nations-Unies en Haïti (Miponuh).

C'est dans ce contexte, que juste après le coup d'Etat de 2004, une force internationale de maintien de la paix en Haïti composée de 41 nations avait pris la relève des soldats yankee, canadien et français sous le label de la MINUSTAH, transformée en MINUJUSTH et maintenant BINUH afin d'assister la stabilisation du pays qui était, selon eux, au bord du chaos. Ce cocktail composé en majorité de troupes latino-américaines placées sous le commandement du Brésil qui voulait s'affirmer, voire faire son expérience en tant que sous-impérialisme, était chargé de sécuriser le pays et de désarmer les « bandits » de façon à instaurer un climat de paix favorable à des élections.

Depuis cette occupation par les forces onusiennes, on n'a relevé aucune avancée significative pour ce qui est de la stabilité et de la sécurité. Cette occupation onusienne a de préférence aggravé l'atmosphère d'insécurité jusqu'à la pousser à donner naissance à une nouvelle flambée de violence criminelle qui n'existait guère dans notre société : le phénomène d'enlèvement contre rançon.

N'est-ce pas verser, maintenant, des larmes de crocodile quand cette semaine, l'Onu profite de l'insécurité pour exprimer son inquiétude à l'égard de l'enrôlement des enfants dans la criminalité ? Mais qui en est le principal responsable, si ce n'est la MINUSTAH, (Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti), par exemple, celle-là même qui avait été placée pour enrayer cette situation funeste d'insécurité ? Mais tout au cours de ces années de fonctionnement, qu'avait-elle fait du reste, si ce n'est de jouer le rôle néfaste de protecteur des régimes impopulaires en les cautionnant au bénéfice des gouvernements états-uniens en Haïti.

Cette mission, au lieu de stabiliser n'a-t-elle pas systématiquement et complètement déstabilisé nos institutions ? L'Onu n'a rien résolu en Haïti. Elle n'a fourni aucune assistance, au contraire, elle est responsable de ce que l'anarchie ambiante n'a fait qu'empirer davantage et elle est responsable de graves violations des droits humains qui sont restées impunies. Sans oublier, l'importation du choléra, une maladie longtemps éradiquée en Haïti.

Le pays ne pouvait en être autrement. L'accroissement de la corruption et la montée de la délinquance n'ont de surcroit donné aux tenants de la MINUJUSTH (Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti), aucune pureté originelle et aucun droit de critiquer. Car la justice haïtienne, présentement dysfonctionnelle, illustre leur échec cuisant et voulu dans le pays. L'état du pays aujourd'hui reflète l'échec de la domination impérialiste US en Haïti mais qui pourrait être considéré, par l'empire, comme une réussite considérable, voire une grande victoire. Car tout laisse comprendre qu'il s'est agi d'un cynique complot bien orchestré, sophistiqué qui réconforte les ennemis du pays.

Nous ne sommes nullement étonnés de l'extension prise par le banditisme. Les auteurs de cette gabegie politique imposée au peuple haïtien ne sont autres que les Etats-Unis par la filière des casques bleus de l'ONU catalyseurs de l'insécurité. Rappelons pour l'histoire, qu'à chaque période du renouvellement de mandat de la Minustah, le robinet d'insécurité au lieu de se fermer reste grand ouvert.

Si aujourd'hui, le pays est ingouvernable, les Etats-Unis et ses alliés internes et externes en sont les principaux responsables. Le Bureau intégré des Nations-Unies en Haïti (Binuh) n'a-t-il pas compris que le pays est fragilisé par un chômage aigu, par des inégalités sociales criantes ? Les raisons circonstancielles à cette violence grandissante génèrent également de l'instabilité et des crises politiques, ce qui augmente les flux migratoires à l'intérieur et hors du pays.

L'ironie de cette absurdité, c'est quand des voix s'élèvent sollicitant une quelconque intervention des Etats-Unis à la situation déplorable du pays. Ainsi cette assertion : « Si rien n'est fait, le départ massif d'entreprises et d'organisations humanitaires américaines et internationales pourrait aggraver considérablement la situation économique déjà désastreuse d'Haïti ». Cette présentation du futur d'Haïti au Président américain Joe Biden par deux sénateurs américains, deux réactionnaires authentiques, Marco Rubio et Raphael Warnock, mérite, évidemment, d'être soulignée et dénoncée. Car, ce sont les Etats-Unis qui nous ont dépouillés de tout ce que nous avions comme entreprises et industries dans le but de nous façonner à leur goût, nous transformer en peuple consommateur et non producteur.

Haïti ne parviendra jamais à s'en remettre tant que nous continuerons à nous laisser piétiner, humilier par cette puissance mondiale exerçant son influence sur certains États de la région, particulièrement, sur notre pays. Tant que nous ne serons un pays rebelle, un pays dessalinien, l'ampleur du désordre et de la dégringolade ne cessera guère. Car les décisions, les objectifs des décideurs occidentaux iront toujours à l'encontre des intérêts du peuple haïtien.

Que l'ONU reconnaisse son échec !

Le cri d'un jeune de 10 ans

Par Prof. Esau Jean-Baptiste

Le cri du cœur d'un jeune qui rêve de vivre dans un pays où les dirigeants sont responsables et soucieux de leurs devoirs.

Selon les Nations-unies, la guerre des gangs dans la Plaine du Cul-de-Sac a déjà fait 75 morts dont des femmes et des enfants, 68 blessés et 9,000 déplacés.

Cette crise qui frappe de plein fouet, et tous les jours les habitants en Plaine, a, malheureusement des impacts considérables sur la vie des enfants.

En Haïti, 500,000 enfants ont perdu l'accès à l'éducation en raison de la violence liée aux gangs. Près de 1,700 écoles sont actuellement fermées dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, alors que des affrontements entre gangs rivaux ont éclaté depuis fin avril (2022).

En Haïti, l'avenir des enfants est menacé par les gangs. L'insécurité prive des milliers d'enfants de leur éducation. De nombreuses écoles de la capitale restent vides en raison de la violence des gangs - fermées ou inaccessibles. « Les familles, les femmes et les enfants ont peur de sortir de chez eux, les enfants ont peur d'aller à l'école. Aucun enfant ne peut aller à l'école alors que des balles volent en l'air, c'est dangereux et cela ne doit pas l'être », a dit Bruno Maes, représentant de l'Unicef en Haïti, peut-on lire dans un communiqué de l'UNICEF

Alors que le conflit entre les groupes rivaux et les problèmes de l'insécurité se sont considérablement alourdis depuis des semaines, un enfant de dix ans sonne l'alarme et rappelle au Premier ministre Ariel Henry qu'il y a urgence à agir pour la population à savoir : freiner ces affrontements. *Le pays ne peut pas se permettre de perdre un seul compatriote,* criait l'enfant.

Comme dans la note de l'Organisation mondiale, l'adolescent demande aux autorités haïtiennes de prendre toutes les dispositions afin de mettre les bandits hors d'état de nuire à la population.

Selon le jeune compatriote, *beaucoup aspirent à devenir Premier ministre dans ce pays. Mais, une fois en poste, par leurs façons de diriger l'État, ils ne font qu'ajouter à cette longue liste de soumis, de corrompus, d'incompétents et de collabos à la cause de l'oligarchie locale et de la communauté internationale.*

Le jeune homme rappelle aussi au Dr. Henry qu'il veut avoir pour dirigeant un PM doté d'un pouvoir politique qui puisse aider ceux qui n'ont pas le pouvoir de se défendre contre les voyous en costume dans les institutions privées et publiques aussi bien ceux dans les quartiers populaires.

Dans son cri de douleur et du désespoir, cet enfant qui vivait des situations difficiles à la Croix-des-Bouquets s'est fait le porte-parole de tous les autres enfants dans le pays pour dire au PM Henry qu'il ne veut pas un chef qui cherche seulement des privilèges.

Pendant que lui et sa famille essaient de quitter la zone pour un autre endroit plus calme, sous les pluies de cartouches des criminels, tout en essoufflant pendant quelques secondes, le jeune garçon avait envoyé ce message au chef de la Primature, *Si vous aviez choisi de devenir chef, comportez-vous comme un leader responsable. Mais, pas comme un dictateur qui prend les diktats des ambassades et les chefs de missions en Haïti. Mais de préférence, faite preuve de courage d'un PM de caractère capable de dicter le ton aux bandits.*

D'une voix toute tremblante, l'enfant avait continué pour dire au docteur Premier ministre: *Vous aurez plein de temps pour tweeter des notes de solidarité aux pays amis d'Haïti.*

Ainsi, je prends plaisir à rejoindre l'enfant pour dire: PM, écoutez le message de ce jeune. Le silence rend complice. Et c'est ce silence qui permet à d'autres observateurs dans la crise haïtienne de poser cette question à savoir : *Dr. Ariel est-il sous anesthésie générale?*

Dr, si vous n'êtes pas sous anesthésie générale, en tant que chef du gouvernement, passez des instructions formelles aux membres du CSPN et aux responsables de la police pour traquer les bandits et ceux qui les financent.

Conduisez-vous en chef responsable de sortes que le sang des innocents cessera de couler à Martissant, en Plaine et dans tout le reste du pays. Et, s'il y a du sang qui doit couler à Martissant, en Plaine et ailleurs, ce devrait être le sang des bandits et de leurs complices politiques.

Faites comme Dessalines après l'indépendance du pays en 1804, peu importe le jugement des responsables des droits humains, ils n'ont pas droit de s'immiscer dans ce qui vous revient de droit: à savoir protéger le droit sécuritaire de vos concitoyens.

Le banditisme doit cesser d'être une profession pour les voyous. Quelle que soit leur appartenance et contacts politiques et financiers.

Vous devez prendre des mesures afin de mettre fin aux individus qui font le commerce des armes et des munitions au pays.

Haïti doit cesser d'être le pays des bandits en costume dans les institutions privées et publiques aussi bien des voyous dans les quartiers populaires

Ce texte est le cri de douleur et du désespoir d'un jeune qui vit des cauchemars de tirs au quotidien. Il est celui d'un enfant qui, comme dans une situation de guerre, traverse des corps calcinés et des maisons brulées par des bandits.

Il est aussi le problème de tous les autres haïtiens qui n'ont pas les moyens de quitter le pays. C'est le cas des habitants dans les zones du Bel-Air, de Delmas et de Martissant qui, après maints troubles sociaux politiques, sont maintenant livrées aux mains des bandits pour ne finalement laisser derrière eux que des zones abandonnées, des montagnes d'immondices, de roches, de blocs de bétons et de carcasses de véhicules brulés par des bandits.

PM Henry, si vous écoutez la voix de ce jeune de dix ans, l'histoire retiendra que, dans des situations de crise, vous avez eu le sens des responsabilités d'agir en homme d'État.

Mais, si vous insistez à garder le silence pendant que des bandits tuent de paisibles citoyens, comme vous étiez rentré par la petite porte, vous sortirez aussi par la petite porte. Dans l'arrière- cour de l'histoire, comme vos prédécesseurs, vous serez jugé pour n'avoir pas été à la hauteur de la tâche d'un homme d'État en temps de crise.



Des déplacés de la commune de Croix-des-Bouquets

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après avoir délibéré au voeu de la loi ,maintient le défaut octroyé à l'audience du jeudi 16 décembre 2021 contre le sieur Renando Jeudi dit Ti bout fè et consorts ; dit et déclare que l'action introduite par la dame Dontornia LAGUERRE est juste et fondée ; ordonne l'expulsion des lieux du sieur Renando Jeudi dit "Ti bout fè" et consorts ; ordonne ensuite la réintégration immédiate de la dame Dontornia LAGUERRE dans sa possession conformément aux dispositions aux articles de l'article 39 du Code de procédure civile annoté par Luc D. Hector ; ordonne la contrainte par corps du sieur Renando Jeudi dit " Ti bout fè" et consorts à quatre mois d'emprisonnement conformément aux dispositions de l'article 1826 du Code civil ; réserve à la demanderesse le droit de solliciter des dommages et intérêts contre tous contestant , commet l''huissier Jean Wilner Pierre de ce siège pour la signification de la présente sentence , le condamne aux frais et dépens de la procédure .
Ainsi jugé et prononcé par nous ,Me David Bouché juge en audience publique en ses attributions civiles du jeudi 16 décembre 2021 ,avec l''assistance du Me Marie Elsie Ernest , greffière du siège .
Il est ordonné à tous huissiers et agents de la force publique sur ce requis de mettre la présente sentence à exécution aux commissaires du Gouvernement près les tribunaux civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y tenir la main forte lorsqu''ils en seront légalement requis .
En foi de quoi la minute de la présente sentence est signée du juge et du Greffier.
Ainsi signés : Me David Bouché juge de paix de la commune de Gressier et Marie Elsie Ernest Greffière.
Pour le Cabinet :
Me .Jean Eric FRANCOIS ,av
Me. Kesny LEON,av
Me. Hesed Deïnad JEAN BAPTISTE,av
Me. Denis CATIHANDE ,av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public maintient le défaut octroyé contre Wedna Jean à l'audience précitée ;Pour le profit déclare fondée la dite action . Admet en conséquence, le divorce de Wedna Jean d'avec Benito Pierre pour incompatibilité de caractères ;Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Commune de Saint Marc, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers, s'il y échet, compense les dépens.
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Gabnel FRANÇOIS Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date de Mardi Douze Mars deux mille dix neuf, en présence de Me Grand Pierre Estimé Av, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du greffier Me Pascal TOUSSAINT
Il est ordonné. ...etc....
En foi de quoi. ...etc.....
Jeannot Luzincourt, Officier de d'État Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Jean Eddy SAINT-HILAIRE, en la forme; Maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt cinq Mars deux mille vingt deux contre la dame née Marguarette JOSEPH ;Admet le divorce des époux Jean Eddy SAINT-HILAIRE, la femme née Marguarette JOSEPH, pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ;Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince, Section Sud de Transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ;Compense les dépens vu la qualité des parties ;Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement
RENDU DE NOUS, Jean Osner PETIT PAPA, Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, ordinaire et publique du vendredi vingt cinq Mars deux mille vingt deux, en présence du Substitut commissaire du gouvernement Me Michèle CHRISTOPHE faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Marie Yolande Cadet Zetrenne, Greffière du siège
Il est ordonné ....etc ...
En foi de quoi. ...etc. ...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Dukens Bermann DUPRE d'avec son épouse Isna BEAUCAGE , pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Commune de Cavaillon de transcrire dans les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier de ce siège pour la signification du présent jugement ; Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Jean Emmanuel ZEPHIR, Doyen Juge en audience civile, ordinaire et publique du dix neuf Septembre deux mille dix neuf, en présence de Me Vana MANE , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Jean Claude Novembre, Greffier du siège
Il est ordonné. ...etc. ...
En foi de quoi. ...etc. ...
Ainsi signé : Osmond CASTOR et Jean Claude NOVEMBRE

Hausse des prix du panier de la ménagère



Des gens qui n'en pouvaient plus tenir ont protesté le lundi 9 mai devant le ministère du Commerce et de l'Industrie


La majorité du peuple est dans le chômage et les prix des produits de première nécessité augmentent quotidiennement


Cette misère atroce est une autre guerre de destruction contre les masses laborieuses qui ne peuvent rien faire pour assurer leur survie

Par Marie Laurette Numa

La population haïtienne est en train de faire face à deux grands fléaux. Outre l'insécurité politique sous forme de banditisme, le peuple n'en peut plus avec les prix des denrées alimentaires qui ne cessent de grimper à la vitesse de l'éclair et qui produisent qu'on le veuille ou non une sorte d'insécurité alimentaire

La majorité du peuple est dans le chômage et les prix augmentent quotidiennement. Il n'est un secret pour personne que le pays se dirige vers un effondrement, une crise de la faim car justement dans plusieurs foyers, il est difficile pour certaines familles de trouver même un plat au cours d'une journée.

A titre d'exemple, une marmite du riz importé est passée de 90 à 100 ou 110 gourdes. Tandis que pour le riz local qui devrait se vendre à un prix dérisoire, il vous faut 750 gourdes pour vous procurer une marmite.

Le peuple ne sait à quel saint se vouer pour qu'il sorte de cette situation lamentable. Il n'a vu aucune lueur d'espoir à l'horizon. C'est dans cette optique qu'une poignée qui n'en pouvait plus tenir a protesté le lundi 9 mai devant le ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) pour présenter leurs douloureuses doléances.

Cette misère atroce est une autre guerre de destruction contre les masses laborieuses qui ne peuvent rien faire pour assurer leur survie.

Croix-des-Bouquets : Marche contre l'insécurité


Marche pacifique contre l'insécurité



Par Isabelle L. Papillon

Ce n'est pas la première manifestation qui a lieu contre l'insécurité. Beaucoup de personnes se demandent jusqu'à quand nous finirons donc de protester contre l'insécurité. Malheureusement, vu l'état dans lequel le pays est démantelé, on est loin de la dernière marche.

C'est juste après une accalmie entre deux groupes de bandits qui faisaient la guerre, perturbant la plaine du Cul-de-Sac, plusieurs centaines de résidents de la commune de la Croix-des-Bouquets sous la direction du maire assesseur Jean Jonas Saint Juste est descendue dans les rues le vendredi 6 mai dernier pour marcher sur la route nationale numéro 1contre l'insécurité grandissante qui selon des sources des Nations-Unies a fait 75 morts, 68 blessés et plus de 9000 déplacés.


Le maire assesseur de la commune de la Croix-des-Bouquets, Jean Jonas Saint Juste

Débuté sur la place de Bon Repos, les manifestants ont marché du Rond point de Bon-Repos jusqu'à Shada avec des pancartes en mains en lançant des slogans hostiles au pouvoir et à tous ceux-là qui alimentent des armes dans les quartiers défavorisés.

Les citoyens ont marché pour dire qu'ils refusent catégoriquement cette insécurité qui les force à abandonner leur maison pour aller s'abriter sur une place publique.

La marche pacifique est sans doute l'unique arme que possède maintenant la population pour combattre ce fléau. Est-ce que cela va influencer les agents d'insécurité car ce phénomène qui s'établi de plus en plus dans le pays fait l'affaire et le bonheur de certains potentats politiques.

AVI SOU
ODYANS PIBLIK, VOTE POU BIDJÈ AK ELEKSYON
DISTRI LEKÒL WESTBURY
LAVIL NAN NORTH HEMPSTEAD
ak HEMPSTEAD NASSAU KONTE WESTBURY, NEW YORK

AVI SA A BAY ke, dapre yon rezolisyon nan KOMISYON KONSÈY EDIKASYON NAN DISTRI LEKÒL WESTBURY, VIL NAN HEMPSTEAD AK NORTH HEMPSTEAD, NASSAU COUNTY ETA NEW YORK, adopte, 6 jiyè 2021, yon odyans piblik nan kalifye elektè nan Distri Lekòl Westbury, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan Little Theatre nan Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York nan madi 3 mai 2022 a 7:30. PM (tan nòmal) pou yo revize bidjè yo pwopoze a ak pou tranzaksyon an nan biznis tankou otorize pa Lwa Edikasyon nan Eta New York. Nenpòt moun ki rete nan distri lekòl la ka resevwa yon kopi deklarasyon bidjè a, sou demann, apati 26 avril 2022 nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York.

AK PLIS AVI BAY ke, vòt yo ak eleksyon pa elektè yo ki anrejistre nan Distri Lekòl Westbury, Lavil Hempstead ak North Hempstead, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan zòn eleksyon yo dekri nan paragraf sa yo nan madi, 17 mai 2022 epi vòt la pral ant 6:00 AM ak 9:00 PM (tan nòmal) nan lekòl yo deziyen jan yo mansyone nan paragraf yo pou rezon sa yo:

(a) Pou apwouve oswa dezapwouve bidjè yo pwopoze a (konplete oswa amande) nan depans estime pou ane kap vini la jan yo soumèt pa Komisyon Konsèy Edikasyon Westbury a, nan bi pou otorize prelve yon taks sou pwopriyete a peye taks sou li nan distri lekòl la pou depans yo estime pou ane fiskal la ki pral vini.

(b) Pou apwouve oswa dezapwouve yon pwopozisyon pou renove, rekonstwi, amelyore, reyabilite, repare, founi ak/oswa ekipe bilding distri yo.

(c) Eleksyon twa (3) manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an, chak pou yon tèm konplè twa (3) ane kòmanse, 1 jiyè 2022 epi ki fini 30 jen 2025. Twa (3) ofisyèl prezan yo se Robert Troiano Jr., Floyd T. Ewing III, ak Pedro A. Quintanilla.

YO BAY AVI ANPLIS ke pwopozisyon sa a nan fòm sa a pral prezante bay elektè ki kalifye nan Distri a nan Reyinyon ak Eleksyon Anyèl Distri a:

Pwopozisyon #2- Pwopozisyon Pwoje`

WI NON

Èske Komisyon Konsèy Edikasyon Westbury Union Free School District ("the "District/Distri a ") dwe otorize pou renove, rekonstwi, amelyore, repare, founi ak/oswa ekipe bilding yo nan tout distri a ki gen ladan, men pa limite a, renovasyon, konstriksyon ak rekonstriksyon antre sekirite yo, lakou rekreyasyon, ranplasman do kay, inite sou tèt do kay lekòl yo, travay sou teren jwèt/pist, HVAC, aparèy chofaj, plonbri, elektrik, pòt, retire amyant, renovasyon kafeterya, ranplasman salklas pòtab ak amelyorasyon sit yo ak akizisyon de mèb orijinal, ekipman, machin ak aparèy ki nesesè pou objektif bilding, enstalasyon ak amelyorasyon sa yo dwe itilize pou ("the "Project/Pwojè a"), nan yon pri maksimòm estimasyon ki pa depase $10,317,500.00 nan sous finansman sa yo; pou retire $7,796,184.00 nan Fon Rezèv Kapital 2019 Distri a; pou retire yon montan ki pa depase $21,316.00 nan Rezèv Reparasyon an; epi retire yon montan ki pa depase $2,500,000.00 nan Balans Fon Depase Manje Lekòl la pou peye yon pati nan depans sa yo.

AK PLIS AVI BAY, yo ka jwenn yon kopi bidjè a oswa deklarasyon an si yon moun k ap viv nan distri lekòl la mande li pandan lè biznis apati 26 avril 2022, eksepte samdi, dimanch oswa konje yo, nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock. Lane, Old Westbury, New York ak nan chak lekòl nan Distri a pandan 9:00 AM a 3:00 PM (tan nomòl) nan biwo direktè lekòl la nan chak nan lekòl ki anba a ak nan Westbury Memorial Public Library (bibliyotèk la):

Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York Westbury Middle School, 455 Rockland Street, Westbury, New York Drexel Avenue School, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York Powells Lane School, 603 Powells Lane, Westbury, New York Park Avenue School, 955 Park Avenue, Westbury, New York Dryden Street, School, 545 Dryden Street, Westbury, New York Westbury Memorial Public Library, 445 Jefferson Street, Westbury, New York Westbury School District Website – www.westburyschools.org

AK PLIS AVI BAY ke, dapre Real Property Tax Law Section 495 (lwa sou taks sou pwopriyete), yon rapò egzanpsyon detaye egzanpsyon nan taksasyon pwopriyete reyèl dwe disponib epi ajoute nan nenpòt ki pwovizwa, preliminè oswa bidjè final.

AK PLIS AVI BAY ke, petisyon ki gen omwen vennsenk (25) siyati nan elektè yo ki kalifye kandida nominasyon pou biwo a nan Manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an dwe depoze nan Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 5:00 PM (tan nòmal) pa pita pase lendi 18 avril 2022; petisyon sa yo dwe endike tou non ak adrès chak siyatèr, e dwe endike non ak adrès kandida a.

AK PLIS AVI BAY ke, aplikasyon pou bilten vòt pa korespondans yo ka aplike pou nan Bilding Administrasyon an pandan lè biznis yo lendi jiska vandredi, eksepte jou konje oswa sou sit entènèt UFSD Westbury. Si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs ba elektè yo, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ou ranpli, pa pita ke 10 mai 2022. Si Biwo Grefye Distri a dwe delivre pèsonèlman elektè a nan bilten vòt la, se Grefye Distri a ki dwe ranpli aplikasyon an pa pita ke lendi 16 mai 2022. Grefye Distri a dwe resevwa bilten vòt pa korespondans pa pita ke 5:00 PM (tan nòmal) nan madi, 17 mai 2022.

Yon lis tout moun ki dwe resevwa bilten vòt absan yo ap disponib nan Biwo Grefye a nan Distri a pandan lè travay lekòl la nan chak nan senk (5) jou yo anvan jou eleksyon an, eksepte dimanch, ak nan samdi, 14 mai 2022 ant 9:00 AM ak l2:00 PM ak nan biwo vòt yo nan jou eleksyon an. Nenpòt ki elektè ki kalifye ki prezan nan biwo vòt la kapab fè objeksyon pou vote bilten vòt la sou rezon ki apwopriye pou fè defi li yo ak rezon ki fè sa nan yon Enspektè Eleksyon anvan fen biwo vòt yo.

Distri a te divize zòn eleksyon yo jan sa a:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 konsiste de tout zòn ki sitiye ant lès nan Post Road ak Post Avenue, nan sid ak nan lwès North Hempstead la - Oyster Bay Town Line, nan nò jiska Brush Hollow Road, Union Avenue rive School Street nan Old Country Road ak nan nò Old Country. Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 ROCKLAND STREET, WESTBURY, NEW YORK. ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 konsiste de tout zòn ki sitiye nan lwès Post Avenue, Westbury ak Post Road, Old Westbury, lès nan Ellison Avenue ak nan nò Old Country Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DREXEL SCHOOL, 161 DREXEL AVENUE, WESTBURY, NEW YORK. ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil North Hempstead, ki chita lès nan School Street ant Long Island Railroad ak Union Avenue ak Brush Hollow Road; tou sa chita ant Grand Boulevard ak fwontyè a lès nan distri a, nan nò Old Country Road ak nan sid Long Island Railroad la. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan PARK SCHOOL, 955 PARK AVENUE EAST, WESTBURY, NEW YORK. ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil nan North Hempstead, ki chita nan sid Long Island Railroad e nan nò Old Country Road, lès nan School Street ak limite nan nòdès la pa Grand Boulevard. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DRYDEN SCHOOL, 545 DRYDEN STREET, WESTBURY, NEW YORK.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki pa anrejistre pou vote kounye a ka aplike pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org pou resevwa yon aplikasyon pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a pou Reyinyon Anyèl la 17 mai 2022. Votè ki nan Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon enskripsyon an pa lapòs, pa faks oswa pa lapòs elektwonik (imèl). Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou enskri a pa pi ta pase 5:00 PM nan 21 avril 2022. Rejis elektè yo prepare ak depoze nan biwo grefye distri a dwe enkli non tout elektè militè ki soumèt yon enskripsyon elektè ki valab. Yon elektè militè vle di yon elektè kalifye nan Eta New York ki nan sèvis militè aktyèl e ap, konsa, absan nan Distri a kote li kalifye pou vote nan jou enskripsyon an oswa eleksyon an oswa revoke/mete deyò nan sèvis militè nan 30 jou nan yon eleksyon oswa yon mari oswa madanm, paran, pitit oswa depandan votè nan militè si yon elektè kalifye nan Eta New York ak yon okipan nan distri lekòl la kòm vote nan militè yo, oswa pèsonèl militè k ap viv sou yon lakou militè nan yon distri lekòl nan Eta New York pou yon peryòd 30 jou imedyatman anvan eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki kalifye pou votè nan Distri a ka jwenn yon aplikasyon pou yon bilten militè lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou yon bilten militè pa pita ke 5:00 PM nan 21 avril 2022. Votè Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon pou yon bilten militè pa lapòs, pa faks oswa imèl. Yo pral voye bilten vòt militè yo pa lapòs oswa distribiye otreman pa pita pase 22 avril 2022. Grefye Distri a dwe resevwa bilten militè yo (1) anvan yo fèmen biwo vòt yo nan jou eleksyon an epi ki montre yon mak anilasyon nan sèvis lapòs Etazini oswa nan sèvis lapòs yon peyi etranje, oswa ki montre yon otorizasyon dat pou yon lòt ajans nan Gouvènman Etazini/ Ameriken oswa (2) pa 5:00 PM nan jou eleksyon an epi siyen epi gen date pa votè militè yo ak yon temwen ladan yo, ak yon dat ki detèmine yo dwe pa pita pase jou a anvan eleksyon an. Yon lis tout moun ki gen bilten militè yo te bay yo ap disponib pou enspeksyon nan elektè yo ki kalifye nan Distri a nan Biwo Grefye Distri a pandan lè biwo a ant 9:00 am a 4:00 pm, tan dominan, jouk jou eleksyon Distri Lekòl la ak Vòt la.

AVI SOU ENSKRIPSYON

AK PLIS AVI BAY ke; enskripsyon pèsonèl votè yo egzije swa dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon oswa dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an (Lwa sou Edikasyon yo). Si yon elektè anrejistre anvan dapre Seksyon 2014 Lwa sou Edikasyon an epi li te vote nan yon Reyinyon Distri Anyèl oswa Espesyal (eleksyon) ki te fèt pandan kat (4) ane kalandriye anvan yo, li kalifye pou vote nan eleksyon sa a; si yon elektè anrejistre epi kalifye pou vote dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an, li kalifye tou pou li vote nan eleksyon sa a. Tout lòt moun ki vle vote dwe enskri.

Okipan ki kalifye nan Distri a ap pèmèt yo enskri pou reyinyon distri lekòl yo ak eleksyon nan Biwo Grefye Distri a, ki nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 12:00 PM epi ant 2:00 PM ak 4:00 PM nan mèkredi lè lekòl la louvri kòmanse ak premye jou prezans elèv yo nan mwa septanm nan epi ki fini ak dènye jou prezans elèv yo nan mwa jen, ak ant 9:00 AM a 1:00 PM nan jou biznis regilye pandan mwa jiyè ak out. Dat final la pou enskri pou Reyinyon Anyèl la sou 17 mai 2022 se jedi 12 mai 2022 ant 9:00 am ak 12:00 pm epi ant 2:00 pm ak 4:00 pm.

Komisyon Konsèy Enskripsyon an ap rankontre, avèk Grefye Distri a, nan jedi 12 mai 2022 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo enskri tout elektè yo ki kalifye nan Distri a dapre sa a. Seksyon 2014 nan Lwa sou Edikasyon, yo ajoute nenpòt non adisyonèl nan Rejis la yo dwe itilize nan eleksyon an deja mansyone, nan ki tan nenpòt moun ki pral pèmèt li gen non li oswa li mete sou Rejis la, si nan reyinyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a yo rekonèt li oswa pwouve nan satisfaksyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a pèmèt yo vote nan eleksyon an enskri a prepare, nan kote sa yo:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 WESTBURY SCHOOL SCHOOL
455 Rockland Street, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 DREXEL AVENUE SCHOOL
161 Drexel Avenue, Westbury, New York

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 PARK AVENUE SCHOOL
955 Park Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 DRYDEN STREET SCHOOL
545 Dryden Street, Westbury, New York

Touswit apre yo finn enskri a, yo dwe depoze li nan Biwo Grefye Distri a, kote nenpòt elektè ki kalifye pou Distri a dwe enspekte li ant 9:00 AM ak 3:00 PM (tan nòmal) sou chak nan senk (5) jou yo anvan jou a etabli pou Reyinyon Anyèl eksepte dimanch ak samdi, 14 mai 2022 ant 9:00 AM ak 12:00 PM ak nan biwo vòt la(yo) nan jou eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon Eta New York, Komisyon Enskripsyon an ak Grefye Distri a pral rankontre nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 Rockland Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 1 jan sa eksplike deja) ak DREXEL AVENUE SCHOOL, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 2 jan sa eksplike deja) ak PARK AVENUE SCHOOL, 955 Park Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 3 jan sa eksplike deja) ak DRYDEN STREET SCHOOL, 545 Dryden Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 4 jan sa eksplike deja) sou 12 mai 2022 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo prepare ENSKRI Distri Lekòl la pou reyinyon yo ak eleksyon ki te fèt apre Reyinyon Anyèl la ki te fèt nan 17 mai 2022.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre yon règ adopte pa Komisyon Konsèy Edikasyon an dapre Seksyon 2035 ak 2008 nan Lwa sou Edikasyon nan Eta New York, nenpòt referandann oswa pwopozisyon yo pou amande/chanje bidjè a oswa otreman yo dwe soumèt pou vote nan eleksyon sa yo, ki pa lalwa egzije yo dwe enkli nan avi legal la pou vòt la, yo dwe depoze nan Komisyon Konsèy Edikasyon an nan Bilding Administrasyon, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York sou oswa avan 18 avril 2022 a 5:00 pm (tan nòmal), yo dwe tape oswa enprime nan lang angle, yo dwe dirije nan Biwo Grefye Distri a, yo dwe siyen pa omwen trant twa (33) elektè kalifye nan Distri a; e dwe mete non chak moun ki siyen. Nenpòt pwopozisyon kapab refize pa Komisyon Konsèy Edikasyon an si bi pou pwopozisyon se pa nan pouvwa votè yo, oswa ki kote depans la nan lajan an egzije nan pwopozisyon, si pwopozisyon a echwe epi pa enkli ladan espesifik afektasyon ki nesesè.

KALIFIKASYON POU VOTE NAN NENPÒT REYINYON NAN DISTRI LEKÒL LA

A. Yon moun dwe sitwayen Etazini.
B. Dizwit an oswa plis.
C. Dwe ap viv nan distri a pou yon peryòd trant jou oswa plis pou eleksyon kap vini
an kote li pral vote.
D. Dwe anrejistre pou vote nan Nassau County oswa nan Eleksyon Lekòl yo.

Beverley Cathnott
Grefye Distri a
Komisyon Konsèy Edikasyon
Westbury Union Free School District
Towns of Hempstead and North Hempstead
County of Nassau
Westbury, New York

Zanmi m Idi : yon pwofil


Idi Jawarakim k ap jwe tanbou alantou ane 2010 yo

Tontongi

Anvan Koze
Zanmi m Idi Jawarakim al jwenn linivè zansèt yo samdi 30 avril 2022, alaswit konplikasyon maladi Pakennsonn. Se te yon nonm eksepsyonèl, yon vrè Ginen. Konnen maladi a te ka anpeche l vin pale sou tèt li, sou ki moun li te ye, sou sa l te reprezante, mwen te ekri pwofil sila a. Esè sa a se yon chapit dènye liv mwen Tyaka Poetica, ki soti an 2021 lakay edisyon Trilingual Press. Sè li, Danielle, di mwen misye te kriye lè l te li pou li pwofil la. Nan yon konvèsasyon apre sa, misye repwoche m an blangan ke m « ponpe l monte twò wo ».
Anpil kominote ayisyen yo ann Ayiti kou nan Dyaspora, espesyalman nan zòn Boston ak Nouyòk, ap soufwi pèt michan gason sila a. M voye chay senpati ak kondoleyans bay tout fanmi, zanmi ak kolèg Idi Jawarakim yo ki afekte pa lanmò l.

Toudenkou maladi a tonbe sou li. Anpil moun konnen maladi sila a daprè tranbleman kò li ba ou, selon jan yo wè aktè Michael Fox, ki kontinye pèfòme nan televizyon ak sinema apre maladi a grape kò misye. Yo rele li maladi Parkinson oswa Pakennsonn. Men li pa toujou trè amenajan, kontrèman ak sa pèfòmans sinematik Michael Fox yo ta sigjere a.

Mwen te fèk fè konesans ak maladi sa a lè doktè bay kouzen madanm mwen, Steve, movèz nouvèl dyagnostik la pou sentòm redè kò, doulè nan vètèb, sot dimè inesplikab ak ralantisman nan lapawòl li t ap santi yo. Apre m te fin wè ak zanmi m Idi aprèmidi a, mwen santi yon vag souvnans sou ka Steve la. Mwen remake dega maladi a fè sou li konpare ak dènye fwa mwen te wè li sa gen prèske enn an. Deja mwen pa t renmen jan mwen te wè li. Kò li te yon tijan tonbe e l te gen difikilte pou l deplase. Fwa jodi a, trè sa yo te vin pi pwononse, pi andikapan.

Se byen dezolan ke m kòmanse istwa Idi avèk sa li pèdi oswa sa li pa genyen. Pou kisa mwen pa pale de preferans sou kiyès li ye ak ki sa li genyen an tèm konvivyalite, sajès imen, jenewozite, grandè dam, ekselans entelektyèl, talan mizikal e powetik, ak chalè imen ?

Mwen te deja byen tabli antanke imigran nan vil Kanmbridj (Cambridge), nan Eta Masachousèt, lè zanmi mwen Yvon Lamour te di m : « Fòk ou rankontre Idi, w ap renmen misye ». Mwen te deja zanmi ak frè misye, Simon, donk lè Yvon prezante m ak li nan yon fèt lakay ansyen madanm Simon, Marie-Yolette, nan Elm Street nan Cambridge, nou tou lè de te gen santiman nou te deja zanmi.

Idi te antre nan Etazini — dabò nan banlye Bouklin, nan vil Nouyòk — lè li te apèn soti nan adolesans li. Antanke yon ansyen etidyan nan lekòl Seminè Kolèj Sen Masyal nan Pòtoprens, li te gen yon fòmasyon entelektyèl solid, menm si, evantyèlman, pè Sen Masyal yo ekspilse l paske gen yon pitit gwo boujwa Pòtoprens ki fè yon tapaj nan klas la e monpè enstititè klas la blame Idi pou li. Misye resanti eksperyans sa a kou yon enjistis ki make li pou tout rès lavi li e ki ranfòse santiman rebelyon ki toujou t ap bouyi nan li yo.

Lè l fèk rive nan Bouklin, premye bagay Idi fè se òganize yon minidjaz avèk kèk zanmi katye a, kote li jwe gita e chante. Nan Boston — kote li vin pase pwochen karant ane nan lavi li — Idi kontinye pwodui mizik. Konsa nan ane 1980, 1990 ak kòmansman 2020 yo, ou ka wè l souvan nan aktivite kiltirèl kominote ayisyen nan anviwon Boston ak Cambridge yo, ak gita l an bandoulyè, oswa k ap jwe l kè kontan, nanm li jwenn ansanm ak asistan yo nan yon efè syenbyotik pou fè mizik li yon eleman pozitif nan rejwisans lavi kominote a.

Diran epòk lè kominote ayisyen an nan Boston ak Cambridge t ap solidarize yo ak tribilasyon pèp ayisyen ann Ayiti, ki te anba bòt diktati divalyeris-janklodis la, Idi te patisipe nan plizyè manifestasyon pou mande lajistis ak demokrasi ann Ayiti. Li te si tèlman bay tout li menm nan manifestasyon politiko-kiltirèl kominote yo, ke, a yon sèten moman, nou te deziyen li, pa plezantri, kou yon « byen nasyonal », espesyalman pou lefèt ke gen lè se lavèy jou li pral pèfòme a li aprann li te nan pwogram lan. E li toujou fè ak de prezans !

Idi te dotanplis chofe pou l patisipe nan manifestasyon anti-janklodis yo ke anpil nan manm mouvman demokratik la rejim lan te asasinen yo te zanmi li e moun li te leve nan menm katye ak yo, moun kouwè Gasner Raymond, Ezéchiel Abellard, elatriye.

Li se youn nan pi gran mizisyen mwen konnen, men malerezman li pa ni òganize, ni fè pwomosyon konpozisyon mizikal li yo, e l pa menm done l lapenn pou anrejistre pi fò nan yo. Yon admiratris te di li yon jou li gen yon estil Georges Brassens, Jacques Brel ak Jean Ferrat konbine ; mwen menm te toujou wè li kou yon Ti-Paris, Manno Chalmay ak Brassens konbine ki ba li yon estil orijinal pwòp pa l.

Pou kisa Idi pa janm vin yon gran vedèt mizikal ayisyen ? Mwen ta di, dabò, paske se pa t anbisyon li menm si li ta renmen sa, epitou Idi devlope pou tèt li yon filozofi mwen ta rezime konsa : « Sa k rive rive, toujou gen yon pòt sòti. » Se pa yon fatalism, men yon kouraj ak sajès estoyik ki asepte ke lavi genyen toujou de bò, de kote, yon kote bon ak yon kote move. Yon kote pou pran plezi de bèl okazyon lajwa lavi ofri, epi yon lòt kote pou aprann asepte advèsite ki inevitabman ap twouble l yo e chèche opòtinite nouvo yo ofri an menm tan an.


Idi Jawarakim (goch) avèk Atibon Legba nan Boston vè ane 2005-2010 yo

Soti de lè yo ba l dyayostik la rive ak ravaj maladi a sou kapasite fizik Idi, li pa t pran anpil tan, apeprè oplis dezan. Men li reziste l otan l kapab. Natirèlman, pi gwo chagren ak emosyon difikilte fizik yo koze ka Idi, se lefèt ke li pa ka jwe gita ak saksofòn e chante jan li ta renmen. Pou kontrekare diminisyon sa a, li menm te al wè yon terapis pawòl ak chante ki ede l ralanti efè sentòm yo, men sa pa jiskisi ede l jwenn kapasite fizik li ta renmen an.

Pou gran etonnman mwen — men konfòm ak fason Idi ye —, yon jou l leve konsa e pran desizyon pou l al vizite Ayiti apre karannsenk an depi l te kite l. Pou gran etonnman m ankò, li rete la plis tan ke m te panse li t ap pase : plis ke yon ane. Nan retou li nan Etazini, mwen te al pran l nan ayewopò Logan nan Boston. Mwen pa t renmen deteryorasyon fizik mwen obsève jou sa a — lantè, koubati do, diminisyon reflèks konsiderab —, men kapasite mantal li te ret djanm. Lè n kite ayewopò a, li ban m direksyon pou yon restoran nan Dòchestè, pati sid-ès Boston. Nou pase yon bon tan ap pase an revi sejou l ann Ayiti a anba bèl

suite à la page(16)

Un 3e suspect dans l'assassinat de Jovenel Moise amené à Miami pour comparaître devant le tribunal



L'ancien sénateur, John Jöel Joseph a été transféré à Miami depuis la Jamaïque

Par Jacqueline Charles et Jay Weaver

Un ancien sénateur haïtien qui fait face à de nouvelles accusations américaines dans l'assassinat du président du pays a assisté à une réunion clé avec des commandos colombiens le 6 juillet, la veille de l'assassinat présumé de Jovenel Moïse dans sa maison de banlieue à l'extérieur de Port-au-Prince, selon une plainte pénale déposée devant le tribunal fédéral de Miami.

L'ancien sénateur, John Jöel Joseph, qui avait été détenu en Jamaïque avant d'être amené à Miami vendredi, a reconnu devant des agents du FBI dans une interview en janvier avoir rencontré certains complices juste avant qu'ils « ne se lancent dans la mission de tuer le président Moïse » selon un affidavit déposé avec la plainte.

Joseph a également admis dans l'interview qu'il avait aidé à obtenir des véhicules et tenté d'obtenir des armes à feu pour "l'opération" des co-conspirateurs visant le dirigeant haïtien, indique l'affidavit. L'objectif de Joseph était de devenir Premier ministre sous le successeur de Moïse après la destitution du chef.

L'admission de Joseph concorde avec celle d'une enquête de la police haïtienne qui l'a placé lors d'une réunion avec l'un des quatre hommes qui, selon la police, avaient eu accès à la chambre privée du président dans le cadre d'une "équipe delta". La police haïtienne a également identifié un chef de gang connu parmi les personnes avec lesquelles Joseph était en contact avant l'assassinat.

Lundi, Joseph a accepté d'être détenu avant son procès devant le tribunal fédéral de Miami, déclarant à un magistrat que l'affaire était "très sensible" et que "je fais confiance au système judiciaire américain".

Joseph a été transféré vendredi à Miami depuis la Jamaïque, où il avait été emprisonné pour une violation de l'immigration. Lors de sa première comparution devant un tribunal fédéral, Joseph a déclaré qu'il avait siégé au Sénat haïtien de 2009 à 2015 et travaillé comme consultant en politique et en sécurité - mais qu'il n'avait pas été employé au cours de l'année écoulée.

"Je suis dans une situation très difficile", a déclaré Joseph au juge d'instruction Lauren Louis. "J'étais en prison."

Louis a chargé un avocat privé, Brian Kirlew, de représenter Joseph en raison de son manque d'argent et d'autres actifs pour payer un avocat. Kirlew a déclaré que son client avait accepté de ne pas demander à être libéré sous caution après que le procureur fédéral Andrea Goldbarg ait indiqué qu'elle allait demander au juge de détenir Joseph avant le procès en raison de deux facteurs : le risque de fuite et le danger pour la communauté.

Joseph, qui utilise également le nom de famille John sur son passeport, a été accusé des mêmes infractions que deux accusés précédents qui ont été amenés à Miami plus tôt cette année dans le cadre de l'assassinat du 7 juillet. Les États-Unis mènent une enquête parallèle à l'enquête d'Haïti sur le meurtre du président.

Ces accusés, Mario Antonio Palacios Palacios, un ancien soldat colombien, et Rodolphe Jaar, un homme d'affaires haïtien et trafiquant de cocaïne condamné, sont tous deux accusés de complot en vue de commettre un meurtre ou un enlèvement en dehors des États-Unis et d'avoir fourni un soutien matériel entraînant la mort de Moïse. Palacios a plaidé non coupable, tandis que Jaar coopérerait avec les autorités américaines.

Les trois accusés du complot d'assassinat sont détenus au centre de détention fédéral de Miami. Ils risquent la prison à vie s'ils sont reconnus coupables.

Joseph, selon un rapport d'enquête exhaustif de la police haïtienne obtenu pour la première fois par le Miami Herald, a fourni quatre véhicules de location qui ont été utilisés par d'anciens soldats colombiens lors de l'assassinat et a participé à des réunions avec les principaux suspects dans les semaines qui ont précédé le meurtre. Il est identifié par des sources comme un suspect critique qui peut aider à faire la lumière sur ce qui s'est passé. Les enquêteurs du FBI et de la sécurité intérieure ont déclaré que le plan était initialement de "capturer" Moïse, mais s'est ensuite transformé en assassinat.

La question de savoir pourquoi cela s'est produit reste floue, tout comme les liens avec la région de Miami.

Joseph est soupçonné d'avoir rencontré un co-conspirateur américain d'origine haïtienne, actuellement détenu en Haïti, qui a collaboré avec une société de sécurité de la région de Miami et ses dirigeants pour recruter des commandos colombiens pour exécuter le complot meurtrier contre Moïse, selon des sources fédérales familières avec l'affaire. Le co-conspirateur, James Solages, s'est rendu à Miami fin juin pour discuter des plans de coup d'État avec les dirigeants de CTU, la société de sécurité de Miami, ont déclaré des sources au Miami Herald. Puis Solages est retourné en Haïti et a rencontré Joseph et d'autres complices avant l'assassinat du président le 7 juillet.

Après avoir passé des mois à se cacher en Haïti, Joseph s'est enfui en Jamaïque où il était détenu pour violation de l'immigration pour être entré illégalement dans le pays par bateau. Lui, sa femme et leurs deux fils ont été arrêtés dans une maison de la paroisse St. Elizabeth début janvier.

Il y a deux semaines, un tribunal de Kingston a ouvert la voie à l'extradition de Joseph après qu'il ait accepté de venir aux États-Unis et après que le procureur en chef de la Jamaïque ait décidé de ne pas poursuivre l'affaire.

Les membres de la famille de Joseph sont toujours en Jamaïque, où ils demandent l'asile politique.

Il y a actuellement environ 40 suspects en prison en Haïti, dont 18 anciens soldats militaires colombiens qui ont pris d'assaut le complexe présidentiel dans les collines au-dessus de Port-au-Prince au milieu de la nuit. Ils sont accusés d'avoir tiré plusieurs fois sur le président et de laisser sa femme, Martine, pour morte.

Miami Herald 9 mai 2022

Transition, l'internationale s'impatiente !



De gauche à droite, l'ambassadeur de France à Port-au-Prince, Fabrice Mauriès et le Premier ministre de facto Ariel Henry

Par Catherine Charlemagne

L'heure de la décantation semble sonnée pour les acteurs de la Transition en Haïti et leurs principaux soutiens que sont les Etats-Unis, la France, le Canada et le reste de la Communauté internationale. Pour le moment, on ne va pas dire qu'il y a de la friture sur la ligne entre Port-au-Prince et les autres capitales. Mais, ces dernières commencent à s'impatienter sur la durée de la Transition post-Jovenel Moïse. Ce qui inquiète le plus la Communauté internationale, ce n'est pas tant la position des signataires de l'Accord du 30 août dit de Montana qui posent des conditions quasi inacceptables au Premier ministre a.i Ariel Henry pour la reprise des pourparlers. De préférence, c'est la position et les critiques de certains alliés et membres de l'Accord du 11 septembre à l'égard du Premier ministre qui leur posent problèmes. Si Washington et Paris continuent de prôner le dialogue entre différents protagonistes de la Transition et militent pour un rapprochement, voire une fusion des Accords, néanmoins, les deux capitales veulent voir Ariel Henry avancer avec son agenda afin de sortir de la Transition pendant que les autres entités poursuivent leurs critiques.

Or, il n'en est rien. Pire, ce sont les partisans de l'Accord de Musseau qui mettent davantage les bâtons dans les roues de la Primature, le rendant totalement impuissant alors même que le temps passe. Au cours du mois d'avril 2022, il y eut toute une série de partis et d'organisations politiques signataires de l'Accord de Musseau qui ont carrément claqué la porte et tourné le dos à Ariel Henry. Quand d'autres, notamment, les plus proches, comme c'est le cas du Secteur Démocratique et Populaire (SDP) d'André Michel, le mettent en garde contre toute avancée en solitaire dans le dossier du processus électoral. André Michel et ses amis vont même à poser, eux aussi, mais pour d'autres raisons, des conditions quasi insurmontables pour l'heure, qu'il y ait un Conseil Electoral Provisoire (CEP) dans l'hypothèse que le Premier ministre a.i voudrait avancer sur la route des élections sous la pression de la Communauté internationale.

Le SDP, sous la houlette de son chef incontesté Me André Michel, a fait sortir une note le 4 mars 2022 dans laquelle il met en garde le chef de l'exécutif. Selon cette organisation proche allié de la Villa d'Accueil : « Il y a 4 conditions indispensables à l'organisation des élections en Haïti : 1) un CEP crédible ; 2) la sécurité des citoyens et du territoire ; 3) la *déphtkisation* du secteur financier de l'État ; et 4) un consensus suffisant. Sinon, c'est la pagaille ! Le PM doit assumer ses responsabilités » dit ce membre de l'Accord du 11 septembre. Autant dire, jamais il n'y aura d'élections en Haïti, en tout cas, pas avec cette politique de complaisance vis-à-vis des gangs qui ont de plus en plus de marge pour continuer à terroriser la population ou prendre l'Etat en otage. Pourtant, il y a péril en la demeure, à en croire la Communauté internationale, particulièrement la France et les Etats-Unis, qui croient que le Premier ministre ne doit pas attendre ad vitam aeternam pour passer à l'offensive en vue de lancer le processus électoral afin, disent-ils, de raccourcir le délai de la Transition.

Or, dans cette affaire d'élection, Ariel Henry fait face à une problématique qu'il est obligé de prendre en compte : l'hostilité même de la population, la première concernée, à toute opération électorale tant que la situation sécuritaire du pays ne soit pas au moins améliorée. Sans compter l'hostilité même d'une grande partie de ses soutiens politiques au gouvernement. Car, on l'a souvent oublié ou très peu évoqué, il n'y a pas que le SDP d'André Michel qui soutient le gouvernement intérimaire d'Ariel Henry. Beaucoup d'autres organisations politiques, celles qui accordent encore leur confiance au locataire de la Primature et qui n'entendent pas pour le moment quitter le navire, ne cessent pour autant de mettre en garde le Premier ministre ou de critiquer la politique du gouvernement pour non-respect des clauses qui auraient été élaborées ensemble mais qui n'ont jamais été respectées.

Ainsi, les leaders de ces partis alliés du pouvoir et signataires de l'Accord du 11 septembre dénoncent : « *Cette initiative du gouvernement, de monter en dehors de tout consensus un Conseil Electoral Provisoire (CEP) et d'entreprendre des démarches pour remplacer des juges de la Cour de cassation, dont leur mandat est arrivé à terme, est périlleuse et solitaire* ». Bref, on l'a compris, Ariel Henry marche sur des œufs. Et, pour ne pas se retrouver seul face aux autres Accords et notamment le plus puissant d'entre tous, l'Accord de Montana, il préfère être prudent et surtout continuer à faire du marronnage politique. Sauf que la Communauté internationale et particulièrement les Etats-Unis et la France ne l'entendent pas de cette oreille. A tout prix et même seul s'il le faut, ils veulent encourager le chef de la Transition à accélérer la mise en place du CEP même sans l'accord des autres et en dépit du bon sens. Pour ces pays, la Transition a assez duré en estimant que cette forme de politique n'a pas vocation à durer éternellement.

En effet, lors de la 3e réunion virtuelle organisée le jeudi 21 avril 2022 par la France et les autres partenaires internationaux d'Haïti, avec la participation tout de même de 20 Etats dont plusieurs institutions internationales comme : l'OEA (Organisation des Etats Américains), l'ONU (Organisation des Nations Unies) et l'OIF (Organisation Internationale de la Francophonie), il en est sorti un seul leitmotiv : des élections, des élections, des élections. Pour l'ambassadeur de France à Port-au-Prince, Fabrice Mauriès, qui faisait un compte rendu de la réunion en tant qu'invité de la radio *Magik9* le lundi 25 avril, il n'y a aucun doute, le CEP peut être constitué, apparemment, sans problème d'après lui. Puisqu'il estime que : « *Sur le plan politique, nous continuons à espérer que le Conseil Electoral Provisoire (CEP) puisse être établi dans les meilleurs délais. Non seulement le CEP pourra être établi mais que l'administration du CEP puisse être à nouveau fonctionnelle parce que nous avons deux problèmes : un CEP qui n'existe plus, mais aussi une administration qui doit être modernisée et refinancée. Ce sont les attentes les plus immédiates et qui permettraient d'enclencher une nouvelle dynamique afin d'aller vers les élections* ».

L'ambassadeur français fait fi carrément de l'insécurité qui sévit dans le pays comme le blocage des entrées Sud et Nord de la capitale par des gangs et les cas de kidnappings au quotidien frappant surtout la région métropolitaine de Port-au-Prince. Il croit que seule la fin de la Transition peut ramener une vie normale en Haïti. Mais, il n'est pas le seul. Sa position reflète celle de l'ensemble des partenaires internationaux qui ont pris part à la réunion virtuelle dont la France a été le pays hôte. L'Ambassadeur Fabrice Mauriès indique que : « *Plusieurs partenaires ont indiqué que nous étions aujourd'hui dans une période de transition. C'était une période évidemment nécessaire mais qui ne peut pas durer éternellement. Il faut qu'il y ait un terme à cette période de transition. Le Premier ministre lui-même l'a indiqué. Son objectif est de rendre le pouvoir à un gouvernement élu. Nous le partageons. Il faut arriver à un calendrier qui nous donne cet horizon, pour que nous puissions rétablir des autorités qui soient légitimement et démocratiquement désignées* » avance le représentant de la France en Haïti le 25 avril 2022 à *Magik9*.

Les pays « amis » d'Haïti ont donc un seul objectif dans l'immédiat : mettre la pression sur Ariel Henry pour former un CEP et ensuite lancer le processus électoral même si les habitants de la région métropolitaine de Port-au-Prince restent coupés du reste du territoire par la guerre des gangs. Un objectif qui reste, en vérité, un vœu pieux dans la mesure où tout le monde, en tout cas en Haïti, pense que c'est impossible. D'ailleurs, même la Société civile haïtienne, le plus grand fournisseur de membres à cet organisme, demeure convaincue qu'il serait risqué et même irresponsable dans les conditions actuelles de demander à la population d'aller voter ou même aux éventuels candidats d'aller parcourir le pays, en particulier la capitale et sa périphérie, pour mener campagne à la barbe et au nez des chefs de gangs tout puissants.



Rencontre entre le sénateur Joseph Lambert et l'ambassadeur Fabrice Mauriès

Quand on demande à l'ambassadeur de France si cette position tient lieu de soutien de la Communauté internationale à la politique du gouvernement ou au Premier ministre Ariel Henry, il répond, laconique : « *Ni sur le plan des faits actuels ni sur le plan historique. Les acteurs qui représentent la Communauté internationale en Haïti ont besoin d'un partenaire gouvernemental qui travaille avec nous pour rétablir la sécurité, opérer le pouvoir judiciaire, envoyer les enfants à l'école, améliorer le système éducatif. Voilà pourquoi nous discutons, dialoguons et travaillons avec le gouvernement actuel. Mais, j'ai aussi dit que c'est une période de transition. Cette période de transition doit avoir un terme, elle doit aboutir à un calendrier qui permettra de conduire à une dévolution du pouvoir, selon les termes qui seront les plus consensuels possible à un gouvernement élu* ». Maintenant, il reste à savoir comment Ariel Henry et ses fidèles alliés comptent sortir de ce « piège à con » comme disait feu le Premier ministre français Raymond Barre dans les années 90 afin de faire la part des choses et de prendre la meilleure décision qui soit utile et bonne pour lui mais avant tout pour Haïti et les Haïtiens. Même si, sur un point, l'ambassadeur Fabrice Mauriès a effectivement raison : la période de Transition ne peut pas durer éternellement !

C.C

Washington and its Allies are Growing Impatient over Haiti's "Transition"



French Ambassador to Haiti Fabrice Mauriès: This transition period must have an end, it must lead to a timetable that will lead to a passing of power... to an elected government."

by Catherine Charlemagne

For the politicians carrying out the "Transition" in Haiti, the hour of reckoning seems to have come with regard to their main international overlords: the United States, France, and Canada.

For the moment, we can't say that there has been a break between Port-au-Prince and Washington, Paris, and Ottawa. But, the latter are becoming very impatient over how the post-Jovenel Moïse "Transition" to an elected government is dragging on.

What most worries the international triumvirate is not so much the position of the Aug. 30 Montana Agreement signatories, who have set almost impossible conditions for interim Prime Minister Ariel Henry to resume talks with them.



Lawyer André Michel, leader of the Democratic and Popular Sector: "The PM must assume his responsibilities."

Rather, it is the division among some allies and members of the Sep. 11 Musseau Accord, grouped around the Prime Minister, which worries them. Although Washington and Paris continue to call for dialogue between the rival coalitions competing to lead the "Transition" and to push for a *rapprochement* (and even a merger of the Accords), nevertheless, the two capitals want to see Ariel Henry move forward with his agenda to complete the "Transition," even while his own allies, along with the rival Accords, continue to voice their disapproval and criticism.

However, Henry is not moving forward. Worse yet, Musseau Agreement supporters are putting sticks in the spokes of the Prime Minister's wheels, rendering him increasingly helpless as time passes. During April 2022, many parties and political organizations which signed onto the Musseau Accord publicly rebuked Ariel Henry. Meanwhile, others, particularly his closest confederates, like lawyer André Michel's Democratic and Popular Sector (SDP), warned him against any unilateral moves in organizing elections. André Michel and his friends are even about to present an almost impossible demand, at least for the moment: that there be named a Provisional Electoral Council (CEP), this on the assumption that the Prime Minister indeed wants to move forward toward elections as the "international community" demands.

The SDP released a note on Mar. 4, 2022 in which it warned Henry that: "There are four essential conditions for the organization of elections in Haiti: 1) a credible CEP; 2) the security of citizens and the territory; 3) dePHTKization of the state financial sector [The Haitian Bald-Headed Party – PHTK – was the ruling party of the Martelly and Moïse regimes.]; and 4) sufficient consensus. Otherwise, it's a mess! The PM must assume his responsibilities," said this pillar of the Sep. 11 Agreement. Furthermore, there will never be elections in Haiti, anyway, with this policy of appeasement vis-à-vis the criminal gangs, which have increasing leeway to terrorize the population or take the state hostage.

However, there is danger in delay, according to France and the United States, which believe that the Prime Minister should not wait forever to launch the electoral process.

However, Ariel Henry must take into account a big problem he faces: the hostility of the population (the first concerned) to any electoral operation as long as Haiti's security situation is not improved.

Then there is the matter of growing hostility from a large part of Henry's erstwhile political supporters. It seems forgotten (or at least very rarely mentioned) that not only André Michel's SDP supports Henry. Many other political organizations, who apparently still trust Henry and do not intend to jump ship just yet, nevertheless continue to warn the Prime Minister about or to criticize the government's non-compliance with the clauses in the Sep. 11 Agreement, which they all drew up together. Many clauses have never been respected.

Thus, the allies grouped around the Sep. 11 Agreement have pointedly warned: "This government initiative to set up a Provisional Electoral Council (CEP) outside of any consensus and to take steps to replace judges of the Supreme Court, whose mandate has come to an end, is perilous and unilateral."

In short, Ariel Henry is walking on eggshells. And, in order not to find himself alone in the face of the other Accords and in particular the most powerful of all, the Montana Accord, he prefers to be cautious and above all to continue to engage in the well-known Haitian political tactic: *marronage* (which can be translated as "giving the run around").

Unfortunately for him, the United States and France don't see it that way. At all costs and even alone, if necessary, they want Henry to accelerate the establishment of the CEP even without the agreement of the other Accords and despite common sense. For these international overlords, the "Transition" has lasted long enough!

During the third virtual meeting organized on Thu., Apr. 21, 2022 by France and 19 other states and "international partners," including the Organization of American States (OAS), United Nations (UN) and the International Organization of La Francophonie (OIF), a single leitmotiv emerged: elections, elections, elections. For the French ambassador in Port-au-Prince, Fabrice Mauriès, who reported on the meeting as a guest of *Magik9* radio on Mon., Apr. 25, there is no doubt that the CEP can be constituted without problems, according to him. He believes that: "Politically, we continue to hope that the CEP can be established as soon as possible. Not only can the CEP be established, but the administration of the CEP can be functional again because we have two problems: a CEP that no longer exists, but also an administration that must be modernized and refinanced. These are the most immediate expectations, which would make it possible to trigger a new dynamic in order to move towards the elections."

The French ambassador is blatantly ignoring the insecurity that rages in the country, such as the blocking of the southern and northern roads to the capital by gangs and the daily kidnappings affecting especially the Port-au-Prince metropolitan region. He foolishly believes that only the end of the "Transition" can bring normal life back to Haiti.

His position reflects that of all the "international partners" who took part in the virtual meeting hosted by France. Ambassador Fabrice Mauriès indicates that: "Several partners have indicated that we are now in a period of transition. It was an obviously necessary period but one that cannot last forever. There must be an end to this transition period. The Prime Minister himself said so. Its objective is to return power to an elected government. We share it. We have to arrive at a timetable that gives us this horizon, so that we can restore authorities that are legitimately and democratically appointed," Mauriès told *Magik9*.



Ted St. Dic and Magali Comeau Denis, leaders of the Montana Accord, "have set almost impossible conditions for interim Prime Minister Ariel Henry to resume talks with them."

Haiti's "friends" therefore have a single immediate objective: to put pressure on Ariel Henry to form a CEP and then launch the electoral process, even if the Port-au-Prince metropolitan region's inhabitants remain cut off from the rest of the country by gang warfare. This goal remains, in truth, wishful thinking insofar as everyone, at least in Haiti, thinks it is impossible. Moreover, even Haitian "civil society," the largest supplier of members to any CEP, remains convinced that it would be risky and even irresponsible under current conditions to ask the population to vote and potential candidates to travel around the country, in particular the capital and its outskirts, campaigning under the nose of all-powerful gangs.

When the French ambassador was asked if this position reflected a withdrawal of "international community" support for Prime Minister Ariel Henry or at least his policies, Mauriès replied tersely: "Neither on the level of current facts nor on the historical level . The actors who represent the international community in Haiti need a government partner who works with us to restore security, operate the judiciary, send children to school, and improve the education system. This is why we discuss, dialogue, and work with the current government. But, I also said that it is a period of transition. This transition period must have an end, it must lead to a timetable that will lead to a passing of power, according to the terms that will be the most consensual possible, to an elected government."



Interim Prime Minister Ariel Henry "is not moving forward. Worse yet, Musseau Agreement supporters are putting sticks in the spokes of the Prime Minister's wheels, rendering him increasingly helpless as time passes."

Now, it remains to be seen how Ariel Henry and his wobbly allies intend to get out of this "con trap" (as the late French Prime Minister Raymond Barre called it in the 1990s) in order to make sense of things and the best possible decision that will be useful and good for him but, above all, for Haiti and Haitians.

But, on at least one point, the French Ambassador is indeed correct: the Transition period cannot last forever!

LE CANADA ET L



Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, est venu au Parlement pour introduire le discours du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Sur 39 millions de citoyens canadiens, 1,4 serait d'origine ukrainienne, soit 3 à 4 % du corps électoral. Cette communauté est très encadrée par les organisations bandéristes qui lui infusent leur idéologie raciale.

Par Thierry Meyssan

Dans des articles précédents, Thierry Meyssan a montré comment les bandéristes, collaborateurs des pires exactions nazies en Ukraine et en Pologne, sont arrivés au pouvoir à Kiev, dans la jeune Ukraine indépendante.



John Baird est venu apporter le soutien du Canada au leader du parti néo-nazi Slovoda

Il montre ici que, durant quatre-vingt ans, des immigrés bandéristes se sont incrustés dans le Parti libéral canadien au point d'occuper le poste du numéro 2 du gouvernement actuel de Justin Trudeau.

Les premiers combattants étrangers arrivés en Ukraine, au début de la guerre, en février 2022, étaient des Canadiens. Le premier officier étranger arrêté par les forces russes, le 3 mai, était un général canadien. À l'évidence, le Canada, bien qu'éloigné de plus de 6 000 kilomètres de l'Ukraine, a une implication cachée dans ce conflit.

Dans cet article, je vais montrer que tous les gouvernements libéraux canadiens ont soutenus les bandéristes ukrainiens depuis le début de la Seconde Guerre mondiale. Ils ont joué sur les deux tableaux durant cette guerre, luttant contre les nazis, mais soutenant les bandéristes. Pis encore, l'actuel gouvernement canadien est composé d'un Premier ministre libéral Justin Trudeau, flanqué d'une adjointe bandériste, Chrystia Freeland.

Si les connections entre la CIA et les nazis ont marqué la Guerre froide et n'ont été révélées qu'en 1975 avec les commissions du Congrès états-unien Pike, Church et Rockfeller, et n'ont pris fin qu'avec le président Jimmy Carter, les liens du Parti libéral canadien avec les bandéristes se poursuivent toujours. Le Canada est le seul pays au monde, hors de l'Ukraine, a avoir une ministre bandériste et qui plus est, elle est le numéro 2 de son gouvernement.



De gauche à droite : l'ambassadeur ukrainien au Canada Andriy Shevchenko, le Premier ministre Justin Trudeau, le député ukraino-canadien Borys Wrzesnewskyj. En premier plan : l'espion mythique de la CIA durant la Guerre froide et leader des tatars anti-russes, Mustafa Dzhemilev (juin 2016)

En 1940, c'est-à-dire alors que le Royaume-Uni était en guerre, mais pas les États-Unis, le gouvernement libéral canadien de William King créa l'Ukrainian Canadian Congress (UCC) afin d'aider les immigrés anti-bolchéviques contre les pro-soviétiques (Association of United Ukrainian Canadians - AUUC) et les juifs (Canadian Jewish Congress - CJC). Des bibliothèques pro-soviétiques et des synagogues furent interdites.

Le Parti libéral du royaume du Canada n'a pas été créé pour promouvoir l'individualisme contre les idées conservatrices, mais contre l'idée républicaine [1].

Durant la Seconde Guerre mondiale, le Premier ministre William King, était très apprécié de ses concitoyens, mais il fut hué par ses soldats lorsqu'il vint les voir en Europe. Le Parti libéral a toujours défendu des positions anti-Russes, les présentant jusqu'en 1991 comme anti-soviétiques, et a toujours interprété le christianisme comme opposé au judaïsme.

Aussi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Canada fut le principal refuge des bandéristes (35 000 immigrés) et des nazis baltes. Parmi eux, Volodymyr Kubijovyč et « Michael Chomiak » de son vrai nom Mykhailo Khomiak, les éditeurs du principal journal nazi en Europe centrale, *Krakivs'ki Visti*.

Chomiak, qui travaillait sous le contrôle direct du ministre de la Propagande nazi, Joseph Goebbels, n'a jamais renié son passé collaborationniste. Au contraire, il a toujours milité pour l'OUN(B)*. C'est dans cet esprit qu'il a éduqué sa petite-fille, Chrystia Freeland, actuelle Premier ministre adjoint du Canada. Loin de condamner les crimes des bandéristes, celle-ci a débuté sa carrière de journaliste, à 18 ans, en travaillant pour l'*Encyclopedia of Ukraine* de Kubijovyč (disponible aujourd'hui sur Internet). Puis pour *The Ukrainian News*, le journal des bandéristes canadiens, et *The Ukrainian Weekly*, celui des bandéristes états-uniens liés à l'ABN** et à la CIA. Elle voyagea en Union soviétique. Les autorités soviétiques interrogèrent le gouvernement canadien pour son soutien aux bandéristes et lui interdirent de revenir. Cependant, après la dissolution de l'URSS, elle devint la cheffe du bureau du *The Financial Times* à Moscou. Puis rédactrice en chef adjointe du *Globe and Mail* et rédactrice en chef de *Thomson Reuters Digital*.

Dans ses articles et ses livres, *Vente du siècle : la chevauchée sauvage de la Russie du communisme au capitalisme* [2] et *Plutocrates : La montée des nouveaux super-riches mondiaux et la chute de tous les autres* [3], Chrystia Freeland développe deux thèses chères à son grand-père.

Elle critique les ultra-riches en choisissant presque exclusivement des exemples juifs. Elle dénonce à tout bout de champ l'URSS, puis la Russie.

Il faut se souvenir que le fascisme était une réponse à la crise économique de 1929 proposant une alliance nationaliste de classe par corporation. Les nazis et les bandéristes y ont ajouté une terrible dimension raciale. En ciblant les super-riches, Chrystia Freeland traite à juste titre du principal problème actuel. Aujourd'hui seule la Finance rapporte, tandis que la production est en crise. Cependant elle dérive insidieusement vers une lecture raciale en constatant que les juifs sont plus nombreux parmi les super-riches que dans la population et en laissant penser que cette corrélation est signifiante.

En 1991, le député libéral d'origine polono-ukrainienne Borys Wrzesnewskyj intervint pour que le Canada soit le premier pays au monde à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Avec sa fortune familiale (les boulangeries Future Bakery), il créa un service pour diffuser auprès de chaque membre du parlement des nouvelles de l'Ukraine. Il finança l'archivage par Volodymyr Kubijovyč et « Michael Chomiak » de documents sur les nationalistes ukrainiens durant la Seconde Guerre mondiale. Il faut admettre que l'*Encyclopedia of Ukraine* n'est pas une œuvre scientifique, mais une réhabilitation des bandéristes et une falsification de l'histoire. Compte tenu de ses liens familiaux, Borys Wrzesnewskyj introduisit le futur président ukrainien Viktor Iouchtchenko au Canada.

En 1994, le Premier ministre libéral Jean Chrétien négocia un Traité d'amitié et de coopération avec l'Ukraine, dont il demanda, dès 1996, l'adhésion à l'Otan.



Le Premier ministre canadien William King à la sortie de son entretien avec le führer Adolf Hitler à Berlin (29 juin 1937)



Michael Chomiak avec des dignitaires nazis

En janvier 2004, le Canada, sous l'autorité du Premier ministre libéral Paul Martin, participa à la préparation par Washington de la « Révolution orange ». L'ambassadeur canadien à Kiev, Andrew Robinson, organisa des réunions de ses collègues de 28 pays pour porter au pouvoir Viktor Iouchtchenko. Il s'agissait de casser la politique du président Kouchma qui avait accepté du gaz russe au lieu de favoriser les recherches US de pétrole dans la Caspienne [4].

L'ambassadeur du Canada finança le sondage du Centre ukrainien d'études économiques et politiques Oleksandr Razumkov selon lequel l'élection présidentielle avait été truquée, il subventionna également à hauteur de 30 000 dollars l'association Pora ! (C'est l'heure !) du stratège de l'Otan Gene Sharp [5].

Sur l'unique base du sondage Razumkov, Pora organisa des manifestations, le scrutin fut annulé et un autre convoqué. Le Canada dépensa 3 millions de dollars pour dépêcher 500 observateurs électoraux. Le second scrutin porta Viktor Iouchtchenko au pouvoir. Celui-ci constitua alors son équipe, choisissant Vladislav Kaskiv (employé de George Soros et leader de Pora !) comme conseiller spécial et Anatoliy Gritsenko (militaire formé aux États-Unis et président du Centre Razumko) comme ministre de la Défense.

Le député libéral Borys Wrzesnewskyj, fut particulièrement actif durant la Révolution orange ; sa sœur, Ruslana, étant très proche de Madame Iouchtchenko, Katerina Chumachenko. Il investit 250 000 dollars canadiens pour soutenir le mouvement et utilisa son appartement au centre de Kiev pour coordonner les manifestations entre les deux scrutins. Les cortèges de Pora ! scandaient « Ca-na-da ! » et arboraient le drapeau à la feuille d'érable.

Chrystia Freeland débuta sa carrière politique en 2013, au Parti libéral. Elle fut élue députée de Toronto. En 2014, elle soutint la « Révolution de la dignité » à Kiev (c'est-à-dire le coup d'État bandériste), dont elle rencontra les principaux acteurs. Elle dénonça l'indépendance de la Crimée et rencontra Mustafa Dzhemilev, le célèbre espion US durant la Guerre froide et leader des Tatars. En définitive, le président Vladimir Poutine lui interdit d'entrer en Russie.

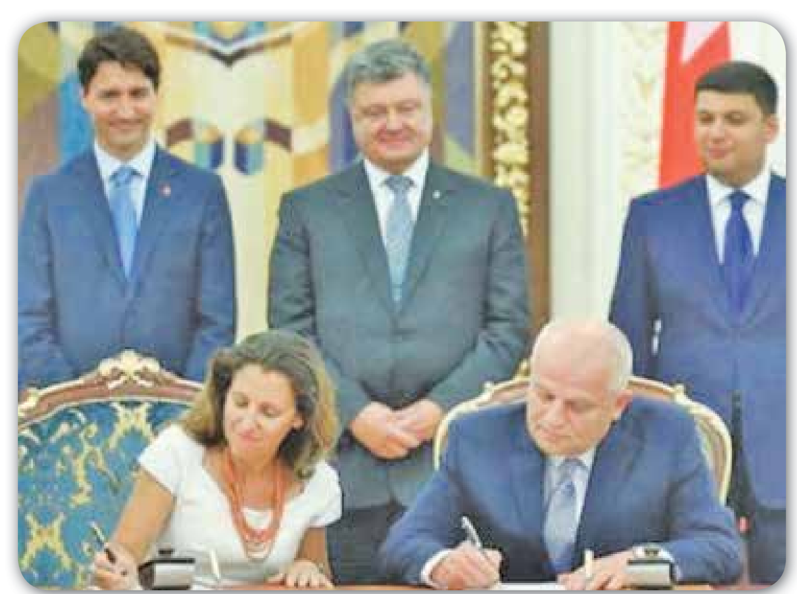
Elle fut nommée ministre du Commerce extérieure par le Premier ministre libéral Justin Trudeau, en 2015, puis ministre des Affaires étrangères, en 2017, et ministre des Affaires intergouvernementales en 2019 avec la dignité de Premier ministre adjointe. Elle est devenue ministre des Finances depuis 2020.

En 2014, le ministre conservateur des Affaires étrangères, John Baird, se rendit sur la place Maidan et rencontra les principaux leaders de la contestation. La Télévision canadienne considéra qu'il donnait ainsi un argument à la version du président Poutine selon laquelle cette révolution n'est qu'une manipulation occidentale.

La porte-parole de l'ambassade, Inna Tsarkova, était une des responsables du mouvement AutoMaïdan. L'ambassade, située à côté de la place Maïdan était un refuge pour les protestataires qui campent dans son hall durant une semaine. Le groupe néo-nazi C14 [6] s'y réfugia le 18 février pendant le massacre.

Lorsque le 17 juillet 2014, le vol Malaysia Airlines 17 fut abattu au-dessus de l'Ukraine, l'Organisation de

ES BANDÉRISTES



Chrystia Freeland et Stepan Kubiv signent l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine, en présence de Premier ministre Justin Trudeau et du président Petro Poroshenko.

l'aviation civile internationale (OACI), basée à Montréal, envoya quatre inspecteurs sur les lieux du crash. Avant même le début de l'enquête, Chrystia Freeland débuta une campagne internationale pour dénoncer la Russie. Elle utilisera par la suite son statut ministériel pour jeter autant que possible de l'huile sur le feu.

Après le renversement du président Viktor Ianoukovytch et l'irruption au pouvoir des bandéristes, le Canada créa l'opération UNIFIER (*Canadian Armed Forces Joint Task Force-Ukraine*). Il s'agissait d'instruire les militaires ukrainiens et de développer leur police militaire. L'opération était conduite sous les ordres de Londres et de Washington. Elle comportait l'envoi de 200 instructeurs et de matériel non-létal. Elle a pris fin, le 13 février 2022, juste avant l'opération russe, afin de ne pas placer le Canada en situation de guerre.

En 8 ans, le Canada a versé près de 900 millions de dollars d'aide à l'Ukraine.

En 2016, le Premier ministre libéral Justin Trudeau reçut avec les honneurs Mustafa Dzhemilev, que son adjointe Chrystia Freeland avait déjà rencontré. Il était devenu, en août 2015, l'émir d'une Brigade musulmane internationale, co-financée par l'Ukraine et la Turquie pour reprendre la Crimée [7].

Dans la même période, Chrystia Freeland négocie l'accord de libre-échange Canada-Ukraine.

Lorsqu'en 2017, le site *Russia Insider* révéla le passé criminel de son grand-père et ses liens toujours étroits avec les bandériste, elle nia les faits et dénonça la « propagande » russe. Cependant, le 27 février dernier, elle s'afficha avec un groupe de bandéristes de l'OUN(B) lors d'une manifestation contre l'agression russe. La photo, qu'elle avait elle-même publiée, fut rapidement retirée de son compte Twitter.

Réagissant avec ses partenaires de l'Otan à l'opération militaire russe, le Canada a modifié son budget pour réserver 500 millions de dollars pour l'armée ukrainienne, bandéristes inclus. Il a déjà envoyé des mitrailleuses, des pistolets, des carabines, 1,5 million de balles, des fusils de tireur d'élite et divers équipements connexes (14 février), des lunettes de vision nocturne, des casques et des gilets pare-balles (27 février), 100 canons sans recul Carl Gustav M2, et 2000 munitions de 84 mm (28 février), 390 000 rations individuelles de campagne et d'environ, 1600 vestes pare-éclats (1er mars), 4 500 lance-roquettes M72 et 7 500 grenades à main, ainsi qu'un abonnement à des images satellitaires commerciales pour 1 million de dollars (3 mars), des caméras pour les drones de surveillance (9 mars), des obusiers M777 et des munitions connexes, ainsi que des munitions supplémentaires pour l'arme anti-blindés Carl Gustav M2 (22 avril), 8 véhicules blindés de modèle commercial et un contrat de service pour l'entretien et la réparation de caméras spécialisées transportées par drone (26 avril), et a commencé à former les soldats ukrainiens au maniement des obusiers M777.

Le 2 mars, Justin Trudeau, qui croit en les États-Unis, a fait signer à une vingtaine de pays une déclaration dénonçant la désinformation russe [8]. Il s'agit d'empêcher la diffusion d'informations sur les bandéristes ukrainiens et canadiens.

Le 10 mars, le Canada est parvenu à faire signer, cette fois à une trentaine de pays, une seconde déclaration, très orwellienne, pour se réjouir —au nom de la liberté de la presse— de la censure en Occident de *Russia Today* et de l'agence *Sputnik*, deux organes de presse publics russes.

Depuis l'irruption au pouvoir des bandéristes à Kiev, le Canada a sanctionné plus de 900 personnalités et sociétés russes ou de l'opposition ukrainienne. Il a ajouté à cette liste des proches du président russe et des membres de leurs familles.

Malgré ses déclarations de principe en faveur de l'égalité en droit de tous les hommes, le Canada *suite à la page(19)*



Chrystia Freeland manifeste avec les bandéristes d'OUN(B) contre l'agression russe en Ukraine. La petite banderole est aux couleurs noir et rouge des bandéristes. Elle porte le slogan est des bandéristes « Gloire à l'Ukraine ! ».



Le Premier ministre Justin Trudeau, Paul Grod président des Ukrainiens bandéristes du Canada, et Chrystia Freeland.

Des femmes engagées et intrépides



Minerva, Patria et María Teresa Mirabal

Par le docteur Alix Coicou (médecin-psychiatre)

Elles naquirent dans deux pays qui partagent la même île, nommée Hispaniola par Christophe Colomb en 1492. Elle fut divisée en deux après l'accord de 1697, par lequel l'Espagne céda la partie occidentale à la France, qui s'appela Haïti après la révolution sanglante des esclaves qui obtinrent leur indépendance, officiellement déclarée le 1er janvier 1804. Ainsi fut créé le premier État noir du monde. La relation entre les deux nations libres qui occupent l'île, Haïti et la République Dominicaine, a été en proie à de nombreuses divergences et tensions, d'autant plus qu'en 1937, environ vingt mille Haïtiens furent ignoblement assassinés, sur ordre du dictateur raciste Rafael Leónidas Trujillo, un événement horrifiant connu sous le nom de *« La Matanza del perejil »* (Le Massacre du persil) et qui aujourd'hui pourrait être qualifié de génocide.

Au nord de la République Dominicaine, dans la municipalité de Salcedo, d'une famille petite bourgeoise, naquirent les quatre sœurs Mirabal Reyes ainsi qu'un garçon mort-né. Elles reçurent une éducation formelle et deux d'entre elles, Minerva et María Teresa, montrèrent un grand intérêt pour les études et rapidement eurent des préoccupations politiques, principalement après l'arrivée au pouvoir de Trujillo. María Argentina Minerva, la troisième, née le 12 mars 1926, fut l'une des premières femmes dominicaines à obtenir un diplôme en droit sous la dictature et, avec son mari, également avocat, contribua à la création du mouvement révolutionnaire de gauche du 14 juin qui lutta contre le régime. En 1949, elle fut contrainte d'assister à deux fêtes organisées par le caudillo attiré par sa beauté, mais ce dernier se sentit humilié lorsque Minerva refusa ses avances, un fait qui donna beaucoup à dire et qui marqua le début des tribulations de la famille. Le père des Mirabal, Enrique, éleveur prospère, décéda deux mois après avoir été libéré de prison, la deuxième fois, en décembre 1953. Ses deux filles actives furent également emprisonnées, torturées et violées. Les activités des sœurs inquiétaient le tyran et c'était un secret de polichinelle qu'il voulait se débarrasser d'elles, surtout de Minerva, qui fit une nouvelle fois preuve de sa bravoure en prononçant cette fameuse phrase restée pour la postérité: « s'ils me tuent, je sortirai mes bras de la tombe et je serai plus forte ».

Le 25 novembre 1960, les corps sans vie de Patria, Minerva et María Teresa, âgées respectivement de 36, 34 et 25 ans, furent retrouvés sur la côte ouest, au pied d'une falaise, assassinées par les nommés "Caliés", membres du Service d´Intelligence Militaire (SIM), la police politique du régime, après qu'ils aient rendu visite aux maris de Minerva et María Teresa en prison. Crime odieux évoqué par le lauréat du prix Nobel Vargas Llosa dans son roman "La fiesta del chivo", date qui donna lieu à la Journée Internationale de la Non-Violence contre la femme. Connues sous le nom de «Las Mariposas » (Les Papillons) et accusées de menacer la sécurité de l'État, elles ont été les championnes de la lutte des femmes dominicaines pour obtenir leurs droits sociaux et l'égalité, et sans aucun doute les précurseurs du féminisme dans leur pays. La seconde des sœurs, Bélgica « Dedé », eut un meilleur sort et mourut en 2014.

L'Administration nord-américaine en avait marre des excès et des abus du despote qui, agacé par les critiques du président vénézuélien Rómulo Betancourt, planifia même sa tentative d'assassinat qui eut lieu à Caracas au moyen d'une voiture piégée, le 24 juin 1960; Betancourt et sa femme s'en sortirent avec des brûlures au premier et au deuxième degré. Trujillo, "El Chivo", mourut dans une embuscade à Saint-Domingue le 30 mai 1961 et, on le soupçonne, avec la complicité du gouvernement Kennedy, qui craignait l'avancée du communisme en Amérique latine, après le triomphe de la révolution cubaine

Moins connue est la biographie de Yanick Rigaud, mais elle demeure aussi passionnante. Originaire d'Haïti, elle étudia à l'école du Sacré-Cœur de Port-au-Prince et, adolescente, fit preuve de sensibilité et de solidarité en participant à un programme d'alphabétisation dans un quartier modeste de la capitale. Ses études secondaires terminées, elle entra à la faculté de médecine du pays, pendant qu´elle militait dans le parti communiste clandestin, une femme très dynamique, selon l'intellectuel haïtien Frantz Latour.

Yanick eut l'audace de lutter contre la dictature féroce de François Duvalier, médecin arrivé au pouvoir en septembre 1957. Son mandat, initialement de 6 ans, fut renouvelé en 1961, mais des années plus tard, par référendum, il parvint à se proclamer président à vie avec le droit de désigner son successeur. Il établit un régime de terreur, basé sur une sinistre milice, les Tonton Macoutes, qui harcela sans pitié les opposants ou toute personne considérée comme telle. Les années 1968-1969 furent les plus sanglantes de la dictature quand certains jeunes, affiliés au PUCH (Parti Unifié des Communistes Haïtiens) et influencés par le triomphe de la révolution cubaine, perdirent la vie dans les cachots ou sous les balles meurtrières des hommes de main de l'autocratie. La peur était tangible, et la méfiance entre amis et même parents était évidente, car le gouvernement ne ménagea aucun effort pour commettre les excès les plus insensés et les pires crimes, afin de se maintenir au pouvoir. De nombreuses familles furent démembrées ou restées orphelines pour avoir affiché leur désaccord ; cette étouffante répression provoqua un exode considérable des Haïtiens vers des horizons plus prometteurs et plus sûrs. Yanick décéda le 2 mai 1969, dans la périphérie de Port-au-Prince, à l'âge de 22 ans, se défendant une arme à la main lorsque les forces militaro-macoutes voulurent l'arrêter.

C´est une partie de l'histoire de ces femmes, sœurs géographiques, issues de sociétés patriarcales, « qui témoignèrent de la primauté de la lutte pour résister à toute situation de domination »; des mots appropriés tirés du livre « Talking back » de l'écrivaine et féministe noire étasunienne bell hooks* «et qui définissent ces héroïnes qui ont tenté de libérer leurs peuples de deux des dictatures les plus obscènes et cruelles du continent américain. Soyons fiers d'elles.



Yanick Rigaud

Ndlr.

***bell hooks** est le pseudonyme et nom de plume de Gloria Jean Watkins forgé à partir des noms de sa mère et de sa grand-mère. Son nom emploie des initiales minuscules, de manière non conventionnelle, ce qui dénote qu'à ses yeux le plus important dans ses travaux est la « substance des livres, pas ce que je suis »

Article traduit en français, publié par les journaux "Diario de Sevilla" et "La Estrella de Panamá" respectivement le 2 et le 5 mai 2022.

Sevilla, le 9 mai 2022

DÉCÈS



C'est avec une profonde tristesse que nous vous annonçons le décès de Mme Lise Dupuis-Nouillé Laforest survenu, à New York, le mercredi 4 mai, 2022, à l'âge de 99 ans.

En cette pénible circonstance, nous présentons nos sympathies: À ses enfants : M. Raynald Laforest, Mme Veuve Serge Coradin, née Myriam Laforest, M. Alfred Laforest ; À ses petits-enfants : M. et Mme Manuel Laforest et famille, Mme Anaïs Laforest et famille, M. et Mme Mark Davis, Mme née Rachel Laforest et famille, M. Alex Laforest, Melle Christine Laforest, M. et Mme. Christophe Coradin, Mme née Lorraine Camacho et famille, M. et Mme. José Aquino, Mme née Malika Coradin et famille, M. et Mme Victor Laguer, Mme née Lisa Laforest et famille, M. et Mme James Arrufat, Mme née Jennifer Laforest; À ses neveux et nièces : Mme Dora Laforest Charvet, Mme Hilda Laforest Charvet, M. Ronny Laforest, M. et Mme Patrick Galey, Mme née Marie-Thérèse Dupuis-Nouillé et famille, M. Pierre Dupuis-Nouillé et famille, M. et Mme Jean-François Dupuis-Nouillé et famille, M. et Mme Jean-Paul Roblot, Mme née Nelly Dupuis-Nouillé et famille, Mme Veuve Ghislaine Macary Ritts et famille, M. et Mme Philippe Macary et famille, famille Edouard Macary, M. Thomas Price et famille, M. Robert Price et famille, M. et Mme Frantz Price et famille, M. et Mme Jean-Max Deetjen, Mme née Florence Price et famille, M. Jacques Laforest, Mme Elza Moscardi, M. Robert Laforest, M. Lionel Laforest, Mme Jacqueline Figueroa, Mme Gladys Lacase, Mme Yanick Laforest, M. et Mme Sidney Barrau, Mme née Marie-Michelle Désinor, M. et Mme Gilbert Cassamajor, Mme née Soraya Barrau et famille, Melle Mona Vilmenay, M. Thomas Vilmenay et famille. Aux familles: Laforest, Dupuis-Nouillé, Davis, Coradin, Macary, Price, Ritts, Galey, Roblot, Vilmenay, Barrau, Calgano, Vorbe, Fombrun, Rodriguez, Iturriza, Redmond, Gaetjens, Deetjen, Pilié, Camacho, Blanchet; Et à tous les parents, amis et alliés affectés par ce deuil. Les funérailles de Mme Lise Dupuis-Nouillé Laforest seront chantées le SAMEDI 14 Mai 2022 en l'Église Saint Christopher de Baldwin, NY, à 9 heures 45 du matin. L'inhumation se fera au Pinelawn Memorial Park de Farmingdale, NY.

L'afrovenezolanité : une historiographie de l'expérience noire au Venezuela



« Negro primero », soldat vénézuélien noir, héros de la guerre d'indépendance aux côtés de Simon Bolivar

Par Menika Dirkson*

En mai, les Vénézuéliens célèbrent le mois de l'afro-descendant en l'honneur des contributions sociales, politiques, économiques et culturelles des Afro-Vénézuéliens au cours de 500 ans d'histoire du pays. Les Vénézuélien(ne)s célèbrent leur ascendance africaine par des cérémonies de masse et des défilés remplis de chants, de danses, de discours et d'expositions d'œuvres d'art d'inspiration africaine. Si ces expressions de fierté ethnique semblent appropriées pour un pays multiculturel comme le Venezuela, cela n'a pas toujours été la pratique sociale de la nation.

En 2005, le président de l'époque, Hugo Chávez, a lancé une initiative nationale visant à accroître la sensibilisation et l'éducation à l'égard de la communauté noire. Chávez, qui s'est autoproclamé afro-descendant, a fait du 10 mai la Journée afro-vénézuélienne et a mis en place une série de « programmes et de politiques » pour combattre le racisme et la discrimination dans le cadre de la Commission présidentielle de 2005 pour la prévention et l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans le système éducatif vénézuélien. Parmi les politiques de Chávez, l'une d'entre elles demande à la commission « d'examiner, de conseiller et de proposer des réformes sur l'éducation raciale et culturelle appropriée » et de demander aux écoles d'intégrer « les contributions des Afro-Vénézuéliens dans leurs programmes. « Les changements apportés par Chávez au programme d'histoire dans les écoles vénézuéliennes ont suivi le travail d'une vague d'écrivains et d'universitaires qui ont rendu la mémoire historique des Africains et de leurs descendants plus inclusive depuis 1895.

Le récit historique sur les Afro-Vénézuéliens a évolué depuis le début du vingtième siècle. Des récits comme La Libertad de los esclavos en Venezuela (La liberté des esclaves au Venezuela) de Manuel Landaeta Rosales excluaient les expériences des esclaves et des noirs libres, mais se concentraient sur les efforts déployés par les politiciens blancs pour abolir l'esclavage. Cette interprétation stigmatisait les descendants d'Africains pour leur héritage d'esclaves, car leurs ancêtres étaient dépeints comme des victimes, dépendant de l'émancipation des abolitionnistes blancs. Cependant, en 1911, José Manuel Núñez Ponte est devenu l'un des premiers chercheurs à se concentrer sur le sort des Africains réduits en esclavage et à condamner l'esclavocratie blanche dans son livre Estudio histórico acerca de la esclavitud y de su abolición en Venezuela (étude historique sur l'esclavage et l'abolition au Venezuela).

Dans son livre, Núñez affirmait que la pratique de l'esclavage dans les Amériques était un acte d'injustice où des « seigneurs despotiques » enchaînaient, opprimaient et assujettissaient les gens comme des « bêtes de somme ». Núñez soutenait que les hommes qui pratiquaient l'esclavage croyaient qu'il s'agissait d'une « étape de progrès » dans la société moderne. Les esclavagistes croyaient que l'esclavage était admissible parce qu'il existait dans les temps bibliques et que des philosophes antiques très respectés, comme Platon et Aristote, défendaient l'utilisation de l'esclavage. Núñez a également fait valoir que les marchands d'esclaves n'importaient pas les esclaves comme des marchandises, mais qu'ils les « trafiquaient » horriblement d'Afrique vers les Amériques. En 1854, l'émancipation est arrivée avec l'aide d'officiers militaires et de politiciens comme Simón Bolívar et José Gregorio Monagas. Núñez donne également des détails sur la vie et la résistance des esclaves, comme le travail laborieux qu'ils effectuaient dans les mines, leurs relations tumultueuses avec leurs esclavagistes et les soulèvements qu'ils préparaient. L'œuvre de Núñez a eu un impact considérable, car il a analysé les expériences de vie des esclaves et a écrit sur eux en tant qu'acteurs majeurs de l'émancipation. Plus tard, des historiens de renom comme Miguel Acosta Saignes et Juan de Dios Martínez ont produit des monographies qui ont redonné un rôle aux personnages noirs historiques. De nombreux chercheurs ont également cherché à déterminer si le Venezuela est une démocratie raciale, un terme cultivé par le sociologue brésilien Gilberto Freyre dans son livre de 1933, Casa-Grande & Senzala (Les maîtres et les esclaves), qui décrit une société où toutes les races ont des chances égales d'accéder à une éducation de qualité, à des emplois, à des conditions de vie et à des droits sociaux et politiques sans entrave.

Dans les années 1940 et 1950, les historiens ont étudié la culture, les modes de vie et les rébellions sociales des Afro-Vénézuéliens libres et esclaves en intégrant l'anthropologie, les sciences politiques, la littérature et la langue. En outre, les historiens marxistes ont écrit des récits anciens analysant le capitalisme, l'esclavage et leurs effets socio-économiques sur la société vénézuélienne fondée sur la race et la classe. Alors que l'ouvrage de Juan Pablo Sojo, Temas y Apuntes Afro-Venezolanos (Thèmes et notes afro-vénézuéliens), publié en 1943, se penche sur la culture, les monographies de Federico Brito Figueroa, Ezequiel Zamora : Un capítulo de la historia nacional (Ezequiel Zamora : un chapitre de l'histoire nationale) et La Liberación de los Esclavos Negros en Venezuela (La libération des esclaves noirs au Venezuela) de Federico Brito Figueroa, publiées en 1951, dissèquent les « fondements socio-économiques du colonialisme et du néocolonialisme ».

D'autres historiens, comme R.A. Rondón Márquez, Héctor Parra Márquez et León Trujillo, ont donné un rôle aux esclaves qui ont combattu l'asservissement de leurs esclavagistes par la résistance culturelle, à travers la musique et la religion d'inspiration africaine et la révolution. Ces monographies ont servi de base aux futures micro-histoires des études sur les subalternes.

Des années 1960 aux années 1980, les historiens de l'école des Annales ont soutenu que l'esclavage avait laissé en héritage une hiérarchie socio-économique fondée sur la race et la couleur de la peau. Depuis l'époque coloniale, les Vénézuéliens d'ascendance majoritairement blanche et à la peau claire avaient davantage de possibilités et de privilèges socio-économiques que les Noirs, les indigènes et les « pardos » (ethniquement mélangés avec des ancêtres espagnols, africains et indiens) parce que leur héritage les liait étroitement à leurs ancêtres nés en Espagne qui ont été les premiers à coloniser le Venezuela. Les historiens et les anthropologues ont évité les récits dominants centrés sur les analyses économiques et ont exploré des sujets marginalisés dans le folklore, le lexique, la religion, la musique et la vie sociale. Ils ont limité leurs recherches aux villes fortement peuplées d'Afro-Vénézuéliens dans les régions rurales et urbaines pauvres éloignées de Caracas. Le livre de 1976 de l'historienne et anthropologue autrichienne Angelina Pollak-Eltz, La familia negra en Venezuela (La famille noire au Venezuela), est devenu l'un des ouvrages les plus poignants de l'époque.

Dans son livre, Pollak-Eltz plaide en faveur d'un plus grand nombre d'études sur les familles noires, leurs modes de migration, leur emploi et leur statut éducatif au Venezuela, sans stéréotypes raciaux négatifs. En analysant des entretiens, des enquêtes, des registres de recensement nationaux et les registres migratoires des habitants noirs de l'Universidad Católica Andrés Bello dans les années 1960, Pollak-Eltz explique comment la pauvreté, le racisme et la discrimination des Afro-Vénézuéliens, fondés sur la race et la classe sociale, trouvent leurs racines dans l'histoire de l'esclavage du pays. Les classes inférieures étaient généralement composées de Noirs à la peau foncée vivant dans des villes côtières telles que Barlovento et Guayana (où plusieurs grandes plantations existaient à l'époque coloniale), tandis que les Vénézuéliens des classes supérieures avaient souvent la peau claire et résidaient dans des communautés urbaines. Cette tendance était le résultat d'une ascendance basée sur l'esclavage, d'un manque d'accès à l'éducation supérieure et de la condition qui faisait des Vénézuéliens à la peau foncée ou noirs la classe la plus basse de la société. Dans l'ensemble, son livre a convaincu les futurs historiens d'enquêter sur la famille noire pendant l'esclavage afin de déterminer le rôle que l'esclavage a joué dans la création de la hiérarchie socio-économique dans le Venezuela d'aujourd'hui.

Depuis les années 1990, les historiens ont suivi la tendance de la Nouvelle Gauche et ont écrit sur les conflits raciaux, le colorisme, les divisions de classe et l'agitation politique. Des chercheurs comme Jesús García, Michaelle Ascencio et Winthrop Wright ont étudié la relation entre le statut de classe et la couleur de la peau dans la formation de la hiérarchie socio-économique. Dans son livre de 1993, Café con leche : Race, Class, and National Image in Venezuela, Wright affirme que, bien que de nombreux Vénézuéliens se considèrent comme des « café con leche » (café au lait) – un métissage racial d'ancêtres européens, indiens et africains, la démocratie raciale est un mythe plutôt qu'une réalité. En tant qu'Américain ayant quitté le Sud Jim Crow en 1966 pour enseigner à l'Universidad de Oriente, Wright a étudié la race, l'économie, la hiérarchie sociale et le blanqueamiento (blanchiment racial) pour déterminer si la discrimination raciale était un problème dans la nation. Ses recherches ont consisté à examiner des caricatures, des journaux, des discours et d'autres formes de propagande provenant de la Bibliothèque Nationale et des centres d'archives du Venezuela, tout en menant des entretiens avec des étudiants afro-vénézuéliens, des travailleurs municipaux, des policiers, des poètes et des ouvriers. Dans l'ensemble, Wright a conclu que, bien que certains Afro-Vénézuéliens aient réussi sur le plan socio-économique, les stéréotypes racistes, le colorisme, la propagande politique en faveur du blanchiment racial et les interdictions d'immigration contre les étrangers noirs ont limité la mobilité sociale des Noirs et augmenté les possibilités socio-économiques des citoyens blancs et « pardo ».

Dans les années 2000, les historiens de l'histoire afro-vénézuélienne se sont concentrés sur les thèmes de la race, de la classe et de la politique lors des premiers pas du socialisme au Venezuela sous la présidence d'Hugo Chávez (1999-2013). Les historiens ont particulièrement étudié comment les nouvelles politiques d'égalité raciale de Chávez ont bénéficié aux Afro-Vénézuéliens et aux pauvres. Pendant sa présidence, Chávez a cherché à réduire le fossé économique entre les riches et les pauvres, ainsi que le fossé de la discrimination raciale entre les Blancs et les Noirs. Chávez a mis en place des politiques de redistribution des richesses dans lesquelles il a autorisé le gouvernement à prendre les terres et l'argent nécessaires aux riches pour fournir de la nourriture, des soins de santé et une éducation aux pauvres. Cette action n'a pas seulement provoqué la colère des Vénézuéliens aisés, mais a également reflété l'objectif de Chávez d'améliorer le statut socio-économique des Afro-Vénézuéliens des classes inférieures.

Les chercheurs en sciences sociales comme Jesús María Herrera Salas et Barry Cannon ont analysé les discours politiques, les entretiens, les sondages nationaux, les taux de pauvreté, les taux de chômage et les enquêtes nationales sur l'opinion du public à l'égard du gouvernement socialiste afin de déterminer si la race et la classe sociale divisaient les Vénézuéliens sur les questions politiques. Les conflits de race et de classe ont souvent poussé les Vénézuéliens à suivre des normes traditionnelles et à se ranger du côté des candidats politiques qui soutiennent leurs intérêts. Avec la montée en puissance des politiques socialistes de Chávez, de nombreux Vénézuéliens blancs et riches sont devenus des « anti-chavistes » enragés, peu disposés à perdre leur richesse et de voir brisée la hiérarchie socio-économique. Dans son article de 2008 intitulé « Class/Race Polarisation in Venezuela and the Electoral Success of Hugo Chavez : a break with the past or the song remains the same ? », Cannon révèle que les « chavistes » sont principalement des Vénézuéliens pauvres à la peau foncée qui pensent que les politiques socialistes de Chavez leur seront bénéfiques à long terme. Néanmoins, les universitaires ont conclu que la race et la classe sociale continuaient de définir le Venezuela, laissant les gens divisés par une hiérarchie socio-économique issue de l'esclavage.

L'héritage de l'esclavage façonnera toujours les futures études sur les Afro-Vénézuéliens, même si les universitaires étudient comment la race, la classe et la politique continuent de diviser les gens sous le gouvernement socialiste et bolivarien du Venezuela, désormais dirigé par le président Nicolás Maduro. Les Afro-Vénézuéliens représentant environ 10 % de la population, il est nécessaire que leur histoire soit préservée et développée. De nombreuses monographies classiques sur les Vénézuéliens noirs datent de plusieurs décennies, sont épuisées et/ou entièrement rédigées en espagnol. Ces ouvrages doivent être mis à jour et republiés en plusieurs langues afin de sauvegarder l'histoire de l'esclavage, de l'émancipation et de la vie des Noirs au XXe siècle dans les bibliothèques du monde entier. En outre, les archivistes et les historiens peuvent améliorer notre connaissance de la vie coloniale noire au Venezuela en analysant, en traduisant et en numérisant les archives judiciaires et d'autres documents précieux provenant des Archives des Indes en Espagne. Dans l'ensemble, le récit historique de l'histoire afro-vénézuélienne a bien progressé depuis 1895, car aujourd'hui, il envisage de multiples perspectives, surmonte les stéréotypes raciaux, donne un rôle aux personnes opprimées et offre des recherches précieuses qui profitent à de multiples disciplines.

*Menika Dirkson est professeure invitée d'Histoire à l'Université Loyola du Maryland. Docteure en Histoire de l'université de Temple. Titulaire d'une maîtrise d'histoire et d'une licence d'histoire, d'études latino-américaines et d'études culturelles de l'Université Villanova. Avec le soutien de la Philadelphia Foundation et du Arlen Specter Center de la Thomas Jefferson University, elle a publié des recherches sur les relations entre la police et la communauté noire à Philadelphie après l'ère des droits civiques. Dirkson mène actuellement des recherches sur la race, la criminalité et le maintien de l'ordre dans le système de transport public de Philadelphie après 1958.

AAIHS 30 mars 2022
Traduction de l'anglais : Thierry Deronne
Venezuela infos 31 mars 2022

Lula, le candidat de la démocratie



Lula et d'autres membres du mouvement Allons ensemble pour le Brésil lors de la cérémonie de présentation le 7 mai 2022 à São Paulo. Crédits : Ricardo Stuckert

Par Emir Sader

Dans cet article, l'auteur revient sur l'acte de présentation de la candidature de Lula, dont il est sorti transformé en candidat de la démocratie brésilienne.

La cérémonie de lancement de la candidature de Lula à la présidence du Brésil a été un événement massif, avec la participation de 4 000 personnes dans un grand espace, à São Paulo. L'acte a été simple, puisque, malgré la présence des leaders des sept partis qui soutiennent déjà Lula et d'autres, ainsi que des leaders des mouvements sociaux et des personnalités politiques, seuls Lula et son candidat à la vice-présidence, Geraldo Alckmin, ont pris la parole. Un aparté : Alckmin était en convalescence du covid-19 et a fait son discours en ligne, depuis son domicile.

L'acte cherchait à imiter d'une certaine manière l'acte des élections directes dans le pays, à la fin de la dictature, auquel ont participé des politiciens de différents courants, unis par la lutte pour que le premier président civil du Brésil après la dictature militaire soit élu au suffrage direct des Brésiliens.

La démonstration de force politique a été impressionnante, tant par la masse que par la représentativité de l'acte, avec le MST, le MTST, la CUT, l'UNE. Noirs, femmes, jeunes, autochtones, LGBT, tous étaient présents à l'événement.

Lula a lancé le Mouvement Allons ensemble pour le Brésil, auquel Lula espère que d'autres forces, personnalités et gens ordinaires se joindront, pour donner à sa campagne l'ampleur qui fait de Lula le candidat de la démocratie, de la société civile, de tous ceux à qui ils s'opposent, d'une manière ou d'une autre, Bolsonaro. L'idée est de conjuguer unité des forces et diversité dans la représentation de forces larges qui trouvent aujourd'hui en Lula le seul moyen possible de vaincre l'actuel président.

Le lancement est encore d'une pré-candidature, puisque le terme pour le début légal des campagnes électorales n'a pas encore commencé. Seulement du 16 août au 1er octobre, il y aura de la publicité dans les médias et des actes publics seront autorisés.

Face aux inquiétudes concernant la sécurité personnelle de Lula, il a soutenu que ce sont les besoins politiques de la campagne qui définiront la nature et la forme des rassemblements publics. On suppose qu'en raison de la nature même du leadership de Lula, en raison du soutien dont il dispose déjà et en raison de la dure dispute électorale, c'est Lula qui dirigera.

Selon la moyenne des sondages, Lula a 45% des voix contre 31% pour Bolsonaro, qui a augmenté avec le départ de Moro de la course et des sondages. Avec ces résultats, Lula gagnerait au premier tour. Mais, au cas où les deux atteindraient le deuxième tour, Lula gagnerait avec un avantage de plus de 20 points.

Bolsonaro, à son tour, a lancé sa candidature à la réélection. L'événement a eu lieu au Centre international des congrès de Brasilia. De nouvelles affiliations de partisans de Bolsonaro ont été faites au Parti libéral (sic), auquel le président est affilié. C'est le neuvième parti auquel appartient l'actuel président du Brésil. Auparavant, il était affilié au Parti chrétien-démocrate, au Parti du renouveau progressif, au Parti progressiste brésilien, au Parti travailliste brésilien, au Parti du front libéral, au Parti progressiste, au Parti social-chrétien et au Parti social-libéral.

Lula, au contraire, a été le fondateur du PT, auquel il a toujours été affilié. Lula se bat cette fois non seulement pour gagner, espérons-le dès le premier tour ; Il le fait, fondamentalement, pour faire échouer les plans de coup d'État auxquels Bolsonaro s'est joint, car il se rend compte qu'il va perdre.

Le discours de Lula, écrit cette fois, a fait une harangue à la nation. Il a parlé non seulement en tant que plus grand dirigeant politique du Brésil, mais en tant que dirigeant, en tant qu'homme d'État. C'était un discours programme du gouvernement, annonçant ce qu'il espère être l'avenir du pays. Le contraste entre le Brésil d'aujourd'hui et celui qui promet, a été l'axe de son discours. Comme il est de coutume dans toute la gauche, Lula n'a pas mentionné le nom de l'actuel président, même lorsqu'il critique profondément le gouvernement actuel.

Il a défendu les entreprises d'Etat, qu'il promet de récupérer. Il a promis le sauvetage des banques publiques, des programmes sociaux qui ont permis au Brésil, pour la première fois, de réduire les inégalités qui le caractérisent. Il a défendu les universités publiques, la technologie et la science. Il défendait fortement la culture et les artistes. Il a promis de reprendre la politique étrangère de souveraineté nationale.

Il a parlé de la sixième économie du monde que le Brésil était devenu le Brésil sous les gouvernements du PT, alors qu'il est maintenant en 12ème position. Il a également évoqué l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population. Son discours invite le Brésil à avoir à nouveau un avenir.

Après la cérémonie, Lula retourne aux caravanes à travers le Brésil, se rendant à Minas Gerais et Santa Catarina. Jusqu'au 17, où il s'arrête, car le lendemain il épouse Janja -comme on l'appelle-, une femme qui l'a accompagné tout le temps qu'il a été emprisonné. Un autre aparté: l'autre héritage, parmi tant d'autres, est le chien appelé Resistencia, qui était tout le temps dans la surveillance de Curitiba.

L'acte était le plus important, jusqu'à présent, de la campagne présidentielle la plus importante au Brésil -car il place le pays entre la prolongation impensable de ce que le pays vit actuellement, et le retour de Lula et de la démocratie-, la campagne va à un niveau supérieur. Les médias ont dû diffuser l'événement et le discours de Lula.

Lula a tenté de transmettre, non seulement la confiance qu'il remportera les élections, mais aussi que la force nécessaire est organisée pour vaincre toute tentative de coup d'État, afin que le gouvernement entre en fonction le 1er janvier 2023 et conduise le Brésil vers la démocratie, la croissance et la lutte contre les inégalités.

Lula a terminé l'acte en tant que candidat de la démocratie.

Rebelión 09 mai 2022

Argentine : Dehors le FMI ! Semaine d'action du 16 au 21 mai

Alors que le gouvernement soumet au contrôle colonial du FMI le respect du nouvel accord d'ajustement et de livraison, depuis Autoconvocatoria x la suspension de paiement et l'enquête sur la dette, ils appellent à s'unir pour le répudier !

Appel publié sur les réseaux sociaux d'Autoconvocatoria x le sursis de paiement et enquête sur la dette :

Semaine d'action pour chasser le FMI !!
Du 16 au 21 mai 2022 – dans tout le pays

Nous invitons toutes les organisations et personnes du champ populaire à réagir en luttant, avant le premier contrôle trimestriel par le FMI des droits convenus avec le gouvernement... Veiller à ce que l'ajustement budgétaire reste ferme, avec des hausses de taux, des plafonds salariaux, des limites aux programmes sociaux et à une pression plus extractiviste. Pressant également d'accélérer la dévaluation, faisant ainsi croître encore plus l'inflation.

Partout unissons nos forces pour répudier la nouvelle entente-fraude et ce contrôle colonial, avec débats publics, tracts, radios ouvertes, tweets, coupures et escraches... quoi qu'il en soit décidé dans chaque organisation ou dans chaque localité, en coordination avec les autres ou non. Une Semaine d'action pour mettre en branle notre rejet du paiement d'une arnaque, vers une large Journée fédérale de mobilisation. Unis dans l'action, unissons nos forces pour chasser le FMI de notre pays, de nos corps et de nos territoires. La seule dette est envers les gens et la nature.



Non à la dette odieuse du FMI



Semaine d'action pour chasser le FMI !!

Vous pouvez ajouter dans ce formulaire les données de l'action, en indiquant en quoi consiste l'activité et son lieu, date et heure. Ainsi, entre tous, nous pouvons nous connecter et mieux nous diffuser. (https://forms.gle/SF5B7oGy4MnT1Qhc7)

Le lundi 05/09, nous nous réunirons virtuellement à 16h30, pour ajouter des actions et convenir de mouvements communs. Nous t'attendons!

Demandez le lien vers autoconvocatoriadeuda@gmail.com

Résumé latino-américain, 9 mai 2022

Porto Rico : Le colonialisme est du racisme



Par Movimiento Ñin Negrón

« Le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie constituent un phénomène social, culturel et politique, et non un instinct naturel de l'être humain ; Ils sont les enfants directs des guerres, des conquêtes militaires, de l'esclavage et de l'exploitation individuelle ou collective ». Fidel Castro Ruz

Dans la nation portoricaine, les structures qui promeuvent l'idéologie de la suprématie blanche et son outil d'oppression, le racisme, sont inextricablement liées à l'impérialisme et au colonialisme capitaliste. Il est alors fondamental et essentiel que le combat pour renverser cet échafaudage de violence institutionnelle basé sur la hiérarchie raciale suprémaciste blanche soit : anticolonialiste, anticapitaliste et anti-impérialiste. C'est la seule voie qui nous permettra de parvenir à une nation digne, juste pour tout le monde.

La violence raciste dans notre nation est le résultat de l'imposition d'un régime impérialiste-colonialiste, d'abord espagnol puis, celui auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, sous le régime dictatorial américain.

L'histoire violente de la colonisation, de l'appropriation du territoire national de Porto Rico, les Espagnols, dans leur programme de destruction, ont établi une structure où la suprématie blanche était et était essentielle pour justifier et légitimer le droit de la "race" supérieure de voler les terres où il était venu par accident, et justifient le génocide commis contre les ressortissants indigènes et l'asservissement des nations qui vivaient dans ce qu'on appelle aujourd'hui l'Amérique. Ces mêmes structures de suprématie blanche, de supériorité raciale, ont été celles qui ont justifié la mise en place d'un système d'esclavage, enlevant des sœurs et des frères principalement d'Afrique, bien que des sœurs et des frères d'Asie, aient également été réduits en esclavage par des nations européennes, dans de nombreux endroits de Notre Amérique.

L'impérialisme colonial-capitaliste utilise le racisme pour déshumaniser, généraliser le mensonge selon lequel les peuples assujettis sont "inférieurs": mentalement, physiquement, spirituellement, ils ont besoin d'être gouvernés par des "civilisations supérieures", justifiant l'oppression et la répression de ces peuples et spécifiquement de notre nation.

Si nous sommes des êtres humains « déformés » : les vols effrontés, les meurtres commis, les expériences mises en œuvre, la tentative de destruction de nos cultures, de notre identité, bref, le pillage colonial et le génocide de ceux qui sont étiquetés comme des êtres humains jetables et marginaux, "justifie", est "légitimé".

L'idéologie suprémaciste du racisme, a légitimé l'enlèvement d'hommes, de femmes, de garçons et de filles, créant un système d'esclavage, générateur d'immenses richesses qui ont soutenu, favorisé et assuré le développement économique de ces nations. Le racisme était et est essentiel pour légitimer la violence politique et économique qui soutient ce système d'extraction de richesses et d'exploitation capitaliste.

L'idéologie de la suprématie blanche est *suite à la page(16)*

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée ; Pour le profit déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence le divorce de la dame Yoleine CERIA d'avec son époux Frantz Alix LUBIN, pour injures graves et publique ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état Civil de Liancourt , de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Charlotin Saint PIERRE pour la signification de ce jugement ;Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Gabnel FRANÇOIS ,Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi dix septembre deux mille vingt et un, en présence de Me Grand Pierre ESTIME , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du greffie Pascal TOUSSAINT , Greffier du siège
Il est ordonné...etc...
En foi de quoi....etc....
Me. Smith POLICIER , Av.

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal Maintient le défaut requis et octroyer à la barre contre la partie défenderesse ;Admet le divorce de la dame Chritianie ALTINE d'avec son époux, le sieur Thésimon Jusmé; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existants entre eux pour injures graves et publique ,aux torts exclusifs de l'époux ,ce, conformément aux termes des articles 217 et suivants du code civil ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Thomazeau de transcrire sur les registres àdestinés à cet effet, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens en raison de la qualité des parties ; Commet l'huissier Jacob MEDE de ce siège pour la signification de présent jugement
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Pluviose SILIEN , Juge en audience civile, ordinaire et publique du lundi six (06)décembre deux mille vingt et un (2021) en 217ème de l'indépendance , en présence de Me Ronger SIMPLICI ,Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance de Me Daniel ADRIEN , Greffier du siège
Il est ordonné. ...etc....
En foi de quoi....etc....
Me Wilfrid MICHEL, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conforme du Ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Walta ESTIMÉ , en la forme; Maitient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt cinq Mars deux mille vingt deux contre la dame née Marie Camelle MUSAC ;Admet le divorce des époux Walta ESTIMÉ, la femme née Marie Camelle MUSAC, pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ;Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince, Section Sud de Transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ;Compense les dépens vu de la qualité des parties ;Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement
RENDU DE NOUS, Jean Osner PETIT PAPA, Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, ordinaire et publique du vendredi vingt cinq Mars deux mille vingt deux ,en présence du Substitut commissaire du gouvernement Me Michèle CHRISTOPHE faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Marie Yolande Cadet Zetrenne, Greffière du siège
Il est ordonné....etc...
En foi de quoi....etc…

PAR CES MOTIFS

LeTribunal après examen sur les conclusions conforme du Ministère public, Maintient le défaut octroyé contre son épouse à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence le divorce de Mr ROSAIR WILSON d'avec son épouse née MILCAIRE ALEXANDRE , pour cause d'abandon du toit conjugal aux torts de l'épouse ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Commune de Saint Marc, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me . Gabnel FRANÇOIS, Juge en audience civile ,ordinaire et publique du en date du huit Juillet deux mille vingt, en présence de Me. SOIDIEU TOUSSAINT, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me HUGUENS D'HAÏTI
Il est ordonné. ....etc....
En foi de quoi. ....etc. ...
CHARLIENORD THOMPSON Officier de d'État l'État Civil

PAR CES MOTIFS

Sur les concusions conclusions conformes du Ministère public, le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse , admet le divorce des époux le sieur Dionais Mondely d'avec son épouse la femme née Brunie Bonhomme ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existants entre eux pour injures graves et publique aux torts de l'épouse aux termes de l'article 217 du code civil ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Croix des Mission de transcrire dans les registres à ce destinés le dispositif dudit jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Ordonne aussi à la dame Brunie Bonhomme de reprendre son nom de jeune fille ; Commet Elonson Gustave l'huissier de ce siège pour la signification de cette décision compense les depens
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Pluviose SILIEN , Juge à l'audience Civile de divorce ordinaire et publique du lundi vingt huit (28) juin deux mille vingt et un (2021) ; en présence de Me Eddy DERICE , faisant office du Ministère public et avec l'assistance du sieur Daniel Adrien, Greffier
Daniel Adrien, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le tribunal après avoir délibéré au voeu de la loi ,maintient le défaut octroyé à l'audience du jeudi 16 décembre 2021 contre le sieur Renando Jeudi dit Ti bout fè et consorts ; dit et déclare que l''action introduite par la dame Dontornia LAGUERRE est juste et fondée ; ordonne l'expulsion des lieux du sieur Renando Jeudi dit "Ti bout fè' et consorts ; ordonne ensuite la réintégration immédiate de la dame Dontornia LAGUERRE dans sa possession conformément aux dispositions aux articles de l'article 39 du Code de procédure civile annoté par Luc D. Hector ; ordonne la contrainte par corps du sieur Renando Jeudi dit " Ti bout fè" et consorts à quatre mois d'emprisonnement conformément aux dispositions de l'article 1826 du Code civil ; réserve à la demanderesse le droit de solliciter des dommages et intérêts contre tous contestant , commet l''huissier Jean Wilner Pierre de ce siège pour la signification de la présente sentence , le condamne aux frais et dépens de la procédure .
Ainsi jugé et prononcé par nous ,Me David Bouché juge en audience publique en ses attributions civiles du jeudi 16 décembre 2021 ,avec l''assistance du Me Marie Elsie Ernest , greffière du siège .
Il est ordonné à tous huissiers et agents de la force publique sur ce requis de mettre la présente sentence à exécution aux commissaires du Gouvernement près les tribunaux civils d'y tenir la main à tous commandants et autres officiers de la force publique d'y tenir la main forte lorsqu''ils en seront légalement requis .
En foi de quoi la minute de la présente sentence est signée du juge et du Greffier.
Ainsi signés : Me David Bouché juge de paix de la commune de Gressier et Marie Elsie Ernest Greffière.
Pour le Cabinet :
Me .Jean Eric FRANCOIS ,av
Me. Kesny LEON,av
Me. Hesed Deïnad JEAN BAPTISTE,av
Me. Denis CATIHANDE ,av

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, sur les conclusions conforme du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; Pour le profit déclare fondée la dite action ;Admet en conséquence le divorce de la dame Merline VOLTAIRE d'avec son époux Remarc Edgard FILS, pour injures graves et publique aux torts de l'époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce siège pour la signification de ce Jugement ;Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Annie FIGNOLÉ , Juge à l'audience Civile, ordinaire et publique du en date du huit octobre deux mille dix neuf, en présence de Me, Jean ROLEX MEROVÉ , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier MOZART TASSY
Il est ordonné. ...etc...
En foi de quoi. ..etc ....
Ingrid Karline WOOLEY Officier d'État Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions conforme du Ministère public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; Pour le profit déclare fondée la dite action ;Admet en conséquence le divorce du sieur Achille DESHAUTEUR d'avec son épouse Sophia SAMEDY , pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce siège pour la signification de ce Jugement ;Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me, Annie FIGNOLÉ Juge à l'audience Civile, ordinaire et publique en date du huit octobre deux mille dix neuf, en présence de Me de. Jean ROLEX MEROVÉ, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du greffier MOZART TASSY
Il est ordonné...etc. ..
En foi de quoi ....etc...
Ingrid Karline Woolley Officier d'État Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré et au voeu de la loi , statuant publiquement et par défaut au Nom de la république et à charge d'appel, accueille l'action du sieur Rogeste Pierre contre la dame Dénièse Cadet pour être, juste fondée et constante ; Maitient le défaut et octroyer à l'audience du Mardi 8 Mars 2022 contre Dénièse Cadet pour la non comparution, conformément à l'article 49 du CPC ; résilier le contrat liant le sieur Rogeste Pierre et la dans Dénièse Cadet ;Ordonne en conséquence le déguerpissement de la dame Dénièse Cadet et consorts de la maison du requérant, situé à Carrefour, Mahotière 85 , Impasse Armand, # 8 ,pour occupation illégale de l'échéance du contrat du et de non-paiement ; Condamne la dame Dénièse Cadet à payer les frais et dépens de la procédure ; Accorde l'exécution provisoire sans délai de cette décision ; Commet l'huissier du siège Chrisostome Siméon du Tribunal de Paix de Carrefour pour la signification de cette sentence
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me Michel Forgeas, en l'audience Civile et publique du Mardi 22 Mars 2022 ; An 219èm de lindependence, avec l'assistance du greffier ,Frantz BAZELAIS
Il est ordonné....etc. ...En foi de quoi. ...etc. ...
Me. Daniel Jean Julien
Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au voeu de la loi et sur les conclusions conforme du Ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Jean Eddy SAINT-HILAIRE, en la forme; Maitient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi vingt cinq Mars deux mille vingt deux contre la dame née Marguarette JOSEPH ;Admet le divorce des époux Jean Eddy SAINT-HILAIRE, la femme née Marguarette JOSEPH, pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux ;Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince, Section Sud de Transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ;Compense les dépens vu de la qualité des parties ;Commet l'huissier Clerbrun FAURE pour la signification du présent jugement
RENDU DE NOUS, Jean Osner PETIT PAPA, Juge au Tribunal de première instance du ressort de Port-au-Prince, en audience civile, ordinaire et publique du vendredi vingt cinq Mars deux mille vingt deux, en présence du Substitut commissaire du gouvernement Me Michèle CHRISTOPHE faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Marie Yolande Cadet Zetrenne, Greffière du siège
Il est ordonné ....etc ...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence le divorce du sieur ANDRÉ ROBERT DORCE d'avec son épouse MARTIDE CADET, pour injures graves et publique aux torts de l'épouse ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de l'Arcahaie de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers ; Compense les dépens vu de la qualité des parties ;Commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce Jugement, compense les depens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi douze Novembre deux mille vingt et un, en présence de Me. JEAN ROLEXEROVE, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné. ...etc....
En foi de quoi. ...etc. ..
Me JEAN PRIME, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence le divorce des époux Justin DAUPHIN , la femme née Josette PAGET pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Devide MORANCY pour la signification de ce Jugement ;Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Guy AUGUSTIN, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Mercredi Vingt neuf juillet deux mille vingt, en présence de Me. Paul Wesley du Substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est ordonné. ...etc....
En foi de quoi. ..etc...

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pourqw le profit déclare fondée la dite action .Admet en conséquence le divorce du sieur Patrick DUVERLUS d'avec son épouse née Katia COLIN pour injures graves et publique aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier JOHNNY JEAN pour la signification de ce Jugement ; Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Jean Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile ,ordinaire et publique du mercredi deux février deux mille vingt deux, en présence de Me Wesley PAUL , Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est ordonné. ...etc....
En foi de quoi. ...etc. ..

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions conforme du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre son époux Jean Abner Paul à l'audience précitée ; Pour le profit déclare fondée la dite action ;Admet en conséquence le divorce de Joane Jean François d'avec son époux Jean Abner Paul, pour incompatibilité de caractères, aux torts de l'époux; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de Liancourt, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, Me. Gabnel FRANÇOIS, Av. Juge en audience civile ordinaire et publique en date lundi vingt neuf Mars deux mille vingt et un, en présence de Me Grand Pierre ESTIME ,Av, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Pascal TOUSSAINT
Il est ordonné. ...etc.....
En foi de quoi. ..etc. ..
Jeannot Luzincourt, Officier d'État Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen , le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; Pour le profit déclare fondée la dite action ;Admet en conséquence le divorce du sieur JEAN HERVENS MATHIEU d'avec son épouse MARIE LAURENCE DOLL ,pour injures graves et publique aux torts de l'épouse; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de l'Arcahaie de transcrire sur les registres à ce destinés , le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers ; Compense les dépens vu de la qualité des parties ; Commet l'huissier Canal GABRIEL de ce siège pour la signification de ce Jugement ; Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile ,ordinaire et publique du Jeudi Vingt cinq NOVEMBRE deux mille vingt et un, en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné. ..etc.....
En foi de quoi. ...etc. ..
Me. JEAN PRIME, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée , pour le profit déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence le divorce du sieur ALFRED THOMAS d'avec son épouse RUTH LOUISSAINT, pour injures graves et publique aux torts de l'épouse ; Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de l'Arcahaie de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers ; Compense les dépens vu de la qualité des parties ; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce siège pour la signification de ce Jugement, compense les depens
Ainsi Jugé et prononcé par nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi Trois Décembre deux mille vingt, en présence de Me. JEAN ROLEX MEROVE, Substitut du commissaire de ce ressort et avec l'assistance du sieur MOZART TASSY , Greffier du siège
Il est ordonné. ..etc.....
En En foi de quoi....etc ...
Me JEAN PRIME ,Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère public maintient le défaut octroyé contre Jean Daniel D'Haity à l'audience précitée ; Pour le profit déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence, le divorce de Jean Daniel D'Haity d'avec Némie Point Jour pour incompatibilité de caractères ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état Civil de Liancourt, Commune des Verrettes, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échait, compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Gabnel FRANÇOIS Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du quinze Novembre deux mille vingt et un, en présence de Me Grand Pierre Estime Av .Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du greffier Me Pascal TOUSSAINT
Il est ordonné. ....etc.....
En foi de quoi. ...etc.....
Jeannot Luzincourt , Officier d'État Civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Berthony ISRAËL, la femme née Marie Yoleine BLEZIN, pour injures graves et publique aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêt envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier JOHNNY JEAN pour la signification de ce Jugement ; Compense les dépens
Ainsi Jugé et prononcé par nous , Jean Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi deux février deux mille vingt deux, en présence de Me. Paul Wesley, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, Greffier du siège
Il est ordonné. ...etc....
En foi de quoi. ...etc. …

Suite de la page (6)

plat manje nan yon restoran endyen.

Li penn pou mwen yon tablo negatif sou sejou l ann Ayiti a. Li di li te santi l abandone nan yon kay e manke opòtinite pou l soti. Moun ki te anplwaye pou okipe l la pa t enterese nan sa l gen pou l di, menm nan jan l ta renmen pou l prepare manje l. Lè l mande l, antanke vejetaryen, pou moun lan pa kuit manje ak okenn vyann oswa pwodui animal, moun lan di l si l panse se kabrit li ye. Repòtaj misye fè m de premye sejou li ann Ayiti a te tèlman negatif m te panse li pa t ap janm met pye ann Ayiti ankò. Sè di ke, pou yon lòt fwa, mwen te trè etone lè m aprann li vle retounen ann Ayiti sèlman kèk mwa apre premye sejou a.

Li deside evantyèlman ret ann Ayiti nèt pou pi fò tan l. Frè l yo Michel ak Simon, k ap viv ann Ayiti, kenbe men avè l, e sè li, Danielle, fè va-e-vyen Nouyòk-Ayiti pou l sèten tout bagay pratik yo ret an règ.

Youn nan rezon yo Idi deside ret ann Ayiti, mwen ta espekile, se lefèt ke yon moun ka viv pi byen ann Ayiti avèk revni pansyon l ak revni depatman Dezabilite oswa Sekirite sosyal ba li ke nan Etazini, san retire mwayen pou peye yon moun pou okipe l lakay li. Yon lòt rezon, natirèlman, se yon sèten eksitasyon nan reviv nan yon peyi li te kite depi jenès li. Dènye fwa mwen wè Idi, sètadi anvan m ekri mo sa yo, li pa t ka atikile long fraz, pafwa long mo, se ki te fè konvèsasyon nou limite, dotanplis sal la te chaje ak plizyè pitit li yo, frè li Simon ak zanmi ki te vin vizite. Men konesan misye, konesan tandans kontrekouran ki anime konduit li, mwen ka wè efè atraksyon yon Pòtoprens dezòdone ka gen pou li, san retire chalè imen ki adousi lavi ladann.

Pami tout zanmi mwen, se avèk Idi mwen plis santi yon *alter ego,* yon lòt mwen menm, yon kominalite rega sou lavi, sou iwoni li, sou fason kontenjans montre figi li. Menm laj, menm pwovenans ak eksperyans pòtoprensyen, menm emigrasyon nan jenès nou. Lè m te aprann li renmen Sartre, Camus, Jak Roumen, Kastro, Mandela ansanm ak Brassens, Brel e Ferrat, sa sele fratènite nou.

San nou pa janm di li, nou konsidere amitye nou kou yon chanm rezonans kote nou jwenn eko aseptasyon sa nou vle di e sa nou ye kou *allant de soi,* san kontrent, kou senp bagay ki egziste nan lavi. Nou pa janm jije youn ak lòt, antouka pa nan entèaksyon nou. Mwen te plis atire pa yon imanism pwofon ki sanble dirije enpilsyon ak praksis li, paske se menm elan sa a ki anime m. Li rejte totalman lòd sosyal boujwa a ak prensip moral jideo-kretyen ki ennivre mantalite yon bon pòsyon pèp ayisyen an ak milye konfòmis etazinyen yo. Yon lòt bagay nou gen an komen, se *imèsyon* nan sosyete ak nan lavi peyi Etazini. Nou aprann lang lan, nou fè zanmi nan tout kategori moun obyen ras nan peyi a.

Pi gran diferans ant nou sè ke mwen panse nou dwe itilize plis praksis soyal e politik pou chanje kondisyon sosyopolitik anviwonnman yo, pa senpman sibvèti oswa « transande » yo. San yon praksis disipline pou sistematikman « chanje lavi », rèv Rimbaud a p ap ka reyalize paske reyalizasyon, materyalizasyon menm yon rèv mande yon praksis pwogramatik pou gide e soutni egzekisyon aplikasyon li.

Idi pase plis pase ven tan ap travay nan lopital Cambridge kòm prensipal entèprèt pou kreyòl ayisyen ak franse. Li te yon figi venere nan lopital la, alafwa pa pasyan e pa estaf. Li te gen yon etik travay ki makonnen men nan lamen avèk konsyans li e ki pa t toujou aliyen ak deskriksyon wòl travay la asiyen l, ni ak rijidite kòporatif yon milye d travay. Li te wè wòl li plis ke yon entèprèt ki la pou tradui echanj lengwistik ant pasyan ak donè swen, men plis kou alafwa yon koutye kiltirèl, yon defansè sosyal, yon konseye ak yon konsolatè. Doktè ki gen pasyan difisil oswa rekalsitran fè apèl ak li pou amoli sitiyasyon an. Pa egzanp, avèk eksperyans li e konesans pwofon li genyen de kilti pèp ayisyen an, li ka remake pwoblèm ki dèyè konplenn yon pasyan gen plis a wè ak difikilte lavi l nan moman an ke avèk yon maladi kòporèl e kan doktè ka geri maladi kòporèl, li fen ase pou l santi lòt bezwen ki pa satisfè yo. Se konsa, trè souvan, apre yon sesyon ak pasyan e donè swen, li fofile nan koulwa a pou l bay pasyan an yon esplikasyon siplemantè pou ranfòse rekòmandasyon donè swen an. E genyen ka, menm si ra, si li detèmine pou l ede yon pasyan se lajan pa l pou depanse, li fè sa san reflechi, *comme si de rien n'était.* Li te renmen lefèt ke li te la osevis kominote a. Se te gratifikasyon l. Menm lè premye faz maladi a te pouse l pou l plis panse ak sitiyasyon pèsonèl li, li kontinye ede pasyan lopital yo.

Lespwa ak aspirasyon Idi, pou lontan, te toujou rete pou l vin pwodui yon jou mizik li pou yon gran piblik, ann Ayiti kou aletranje, men dega maladi a sou fakilte fizik li rann posiblite sa a deplizanpli elwaye. Natirèlman, etandone devlopman lasyans nan domèn lamedsin, toujou gen chans envansyon yon metòd terapetik ki ka revèse dega maladi a — men malerezman pou kounye a (jen 2021), ravaj maladi a ret reyèl.

(Yon pati nan tèks la)

Suite de la page (15)



le pilier sur lequel repose la nation américaine et à travers ses instruments d'oppression (racisme-classisme-hétérosexisme-machisme ; intégrés dans les institutions : économiques, politiques, militaro-judiciaires-policières-sociales-culturelles (qui comprend éducatif-religieux), soutiennent la «naturalité» de ladite hiérarchie, justifient la violence oppressive et répressive de cette nation contre nos communautés, contre notre peuple.

Le racisme américain se reflète dans les commentaires des membres du Congrès qui dénigrent notre peuple. Ils ont dit, par exemple, que les "portoricains" sont des enfants du colonialisme, et pour la plupart des métis d'un groupe sanguin rejeté du processus d'évolution ; «Ils ne mangent que des bananes, cela constitue 75% de toute la nourriture que consomment les Portoricains; ou que la plupart des garçons et des filles étaient noirs, nus, sans chaussures et qu'ils mangeaient s'ils pouvaient arriver à la camionnette avant les cochons. Cela a été dit au Congrès américain et la réponse des membres du Congrès dans le compte rendu des audiences du Congrès américain a été des rires et des éclats de rire, ce sont des exemples de la façon dont le racisme est enraciné dans le colonialisme américain sur notre nation.

Pour cette raison, nous sommes traités d'« incapables », de « non civilisés » ; *« » corrompu », « » paresseux », « indiscipliné »*. Par conséquent, nous "exigeons" la tutelle de la "grande civilisation" des États-Unis.

Ces mensonges cachent, nient les violences militaro-policières, judiciaires, sociales et économiques dont nous avons été et sommes l'objet. La destruction de l'économie, par l'usure, le chantage, le vol. Ils cachent les meurtres, les expérimentations, la destruction de nos écosystèmes environnementaux, sociaux et culturels, cherchant à nous effacer en tant que Portoricains, car ils garantissent ainsi le contrôle perpétuel de nos terres et de notre peuple.

Une autre dimension du racisme est celle qui pousse certains de nos concitoyens à acheter le récit raciste de l'empire. Stratégie clé pour propager et légitimer le colonialisme. Quand un Portoricain répète : *« Les Portoricains sont paresseux », « Les Portoricains sont indisciplinés » ; "Les Portoricains sont corrompus"* , en étiquetant tout le peuple de la nation portoricaine pour les actions d'un groupe, vous normalisez et diffusez les arguments racistes qui sont essentiels pour soutenir la colonie et l'impérialisme dans notre nation.

Pour cette raison, dénoncer le racisme dans notre nation requiert, non par commodité mais par nécessité, la dénonciation militante et la lutte active et persévérante contre le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme. C'est le seul moyen de lutter radicalement (aller à la racine) pour démanteler le intrinsèquement une lutte contre le racisme, qui est l'un des piliers sur lesquels le colonialisme et l'impérialisme sont soutenus sur notre nation en



racisme et vaincre l'idéologie suprématiste blanche. Ne pas le faire fait le jeu du colonialisme américain et de la suprématie blanche, car cela légitime l'idéologie de l'exception qui soutient le racisme américain, ici sur notre nation, dans la nation américaine et dans le monde.

Le colonialisme est du racisme, par conséquent, être un combattant pour l'indépendance à Porto Rico est particulier et sur le monde en général. Être anti-impérialiste, c'est lutter contre le racisme, c'est pourquoi le simple fait d'être indépendantiste et de lutter pour renverser le régime colonial-impérial de notre pays est un combattant radical contre la suprématie blanche et le racisme.

Résumé latino-américain, 6 mai 2022

Manifestations massives au Sri Lanka





Les mots d'ordre des manifestations expriment clairement le rejet de tous les partis politiques de l'establishment sri-lankais. « Le pouvoir au peuple » réclament-ils

Par Ben Curry

Depuis la fin du mois de mars, des manifestations massives secouent le Sri Lanka. Elles réclament la démission du président Gotabaya Rajapaksa et de son frère, le premier ministre Mahinda Rajapaksa. Ni la répression, ni l'instauration d'un couvre-feu n'ont dissuadé le peuple de descendre dans la rue.

Un régime en crise

Cette mobilisation a été provoquée par la profonde crise économique. Le Sri Lanka est endetté à hauteur de 51 milliards de dollars – et, en conséquence, ne peut plus importer nombre de produits de première nécessité. Les prix à la consommation ont donc explosé, tandis que des pénuries touchent tous les secteurs de l'économie.

Le 4 avril, sous l'impact de l'explosion sociale, le gouverneur de la Banque Centrale et 26 membres du gouvernement démissionnaient. Le président et son frère se retrouvaient seuls au gouvernement. Le lendemain, 42 députés faisaient défection : le pouvoir perdait sa majorité parlementaire.

La classe dirigeante sri-lankaise fait face à un dilemme. Elle a besoin d'un gouvernement doté d'un minimum de légitimité, ne serait-ce que pour entamer des négociations avec le FMI sur la dette du pays. Mais il y a un problème : l'impopularité de « Gota » (le président) est telle que la plupart des partis refusent de participer à son gouvernement. Or le président refuse de partir. En outre, aucun parti bourgeois n'a réussi, pour l'instant, à tirer profit du mouvement de masse pour prendre la place des frères Rajapaksa. Les chefs de l'opposition parlementaire ont beau exprimer publiquement leur « soutien » aux manifestants, ceux-ci les ont chassés des cortèges lorsqu'ils tentaient de s'y greffer.

Les mots d'ordre des manifestations expriment clairement ce rejet de tous les partis politiques de l'establishment sri-lankais : « Gota doit partir! » côtoie « les 225 [députés] doivent partir! ». Autrement dit, les masses comprennent que tous les partis siégeant au parlement représentent une seule et même classe dirigeante, qui s'est enrichie sur leur dos et qui est la première responsable de la crise actuelle.

Une réforme de la constitution ?

Depuis le début du mouvement, l'opposition libérale avance l'idée d'une réforme démocratique du régime, comme solution à la crise. Il est exact que la constitution sri-lankaise donne beaucoup plus de pouvoir au président qu'au parlement. Cependant, ce mot d'ordre de « réforme constitutionnelle » n'est qu'une manœuvre de l'opposition visant à canaliser l'énergie des masses vers la voie électorale et parlementaire. Si l'opposition parle aujourd'hui de changer la constitution, c'est uniquement parce qu'elle est terrifiée par le mouvement des masses. Elle cherche à tout prix à leur faire quitter la rue. Alors, les partis d'opposition pourraient se concentrer sur les négociations pour former un nouveau gouvernement.

La constitution sri-lankaise reflète la faiblesse de la classe dirigeante, qui est extrêmement corrompue et discréditée. Mais de son côté, la classe ouvrière n'est pas suffisamment

suite à la page(19)

Déclaration de la Caricom au sujet du prochain Sommet des Amériques



La Caricom prévient qu'elle ne participerait pas au Sommet des Amériques s'il y avait des exclusions de pays

La Caricom prévient qu'elle ne participerait pas au Sommet des Amériques s'il y avait des exclusions de pays

L'ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda aux États-Unis, Ronald Sanders, a révélé que les pays de la Communauté des Caraïbes (Caricom) envisageraient de s'absenter du soi-disant Sommet des Amériques, convoqué en juin prochain à Los Angeles si l'exclusion est spécifiée de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua de la nomination.

Sanders a également appelé à un sommet entre les États-Unis et la Caricom jeudi lors d'un webinaire organisé par l'Université internationale de Floride et le Centre pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Washington.

La demande est venue à la lumière du fait que sept ans se sont écoulés depuis la tenue du dernier sommet États-Unis-Caricom en Jamaïque, et la politique américaine envers les Caraïbes « n'a pas été efficace pendant cette période », a-t-il déclaré.

Il a qualifié la politique américaine pendant la présidence de Donald Trump (2017-2021) de « diviser pour mieux régner », notamment en ce qui concerne Cuba et le Venezuela ; tout en regrettant qu'aucune consultation de haut niveau n'ait eu lieu depuis l'entrée en fonction du président Joe Biden sur la politique des États-Unis à l'égard des Caraïbes.

Selon Sander, les États-Unis s'efforcent d'isoler Cuba et de dissuader les pays de la Caricom de nouer des liens avec la Chine.

Caricom: Si Guiadó insiste pour être au Sommet des Amériques, plusieurs pays ne participeront pas

De même, le responsable a affirmé que "tout comme si (Juan) Guaidó continue d'être reconnu, plusieurs États des Caraïbes n'y participeront pas. Le Sommet des Amériques n'est pas une réunion américaine, donc les États-Unis... ne peuvent pas décider qui est invité et qui ne l'est pas."

L'ambassadeur d'Antigua-et-Barbuda à Washington, Ronald Sanders, a répudié, au nom de la Caricom, la participation de Juan Guaidó au IX Sommet des Amériques.

Lors d'une visioconférence, il a souligné que Juan Guaidó est incapable de livrer quoi que ce soit au nom du Venezuela. Il a également déclaré qu '*« il est temps pour nous de supprimer le mythe selon lequel Juan Guaidó est le président du Venezuela ».*

« Si l'on insiste pour que Juan Guaidó soit là comme s'il était le président du Venezuela, cela empêchera également plusieurs pays d'y assister. Et le point que je voudrais rappeler aux gens est celui-ci : il y a quelques semaines, au milieu de la crise pétrolière provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions qui ont suivi, le gouvernement des États-Unis a cherché à parler avec Nicolás Maduro à Caracas, ils n'ont pas cherché à parler avec Juan Guaidó »

L'opposition à la décision américaine de ne pas inviter plusieurs pays au Sommet des Amériques grandit. Le Venezuela, la Bolivie et les pays de la Communauté des Caraïbes (Caricom) exigent une rencontre sans exclusions.

D'autres pays rejettent les actions américaines au IX Sommet des Amériques

Le président du Mexique, Andrés Manuel López Obrador, a rejoint la position de la Caricom concernant le Sommet des Amériques. Pour cette raison, il a demandé lundi à son homologue américain, Joe Biden, la participation de tous les pays de la région américaine.

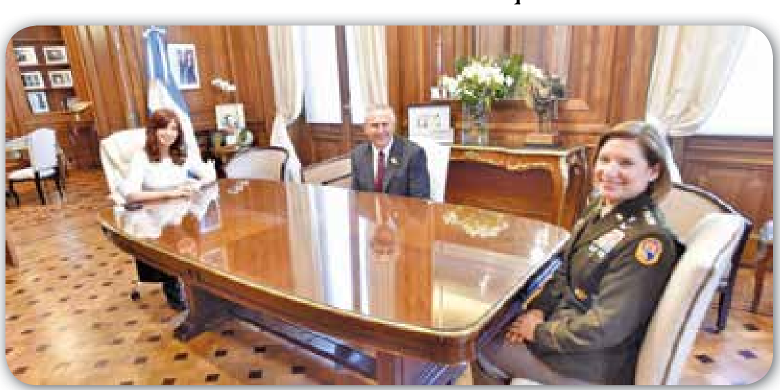
Lors d'un appel téléphonique avec la Maison Blanche, il a souligné la nécessité de cesser les mesures coercitives. Il a également évoqué la nécessité de promouvoir des stratégies de coopération et de dialogue entre les nations.

Aporrea 6 mai 2022

Argentine : Non à la base Yankee à Neuquén



Non à la base Yankee à Neuquén



Laura J. Richardson, chef du commandement sud de l'armée des États-Unis pose avec Cristina Fernández : quelle sera la raison de tant de rires ?

Depuis la multisectorielle « non à la base Yankee à Neuquén » nous exprimons publiquement notre condamnation de la présence dans notre pays de Laura J. Richardson, chef du commandement sud de l'armée des États-Unis. C'est une générale quatre-étoiles qui a comme tâche spécifique de garantir et de défendre les intérêts de l'Amérique du Nord sur le reste du continent. Elle a déclaré que son objectif, dans ce voyage, était de confirmer « l'aide humanitaire » entre autres sujets d'intérêt commun comme de faire des manœuvres militaires communes avec l'Argentine et d'autres pays du Cône Sud.

Justement, la soi-disant « aide humanitaire », est ce que nous condamnons dans notre province parce que sous cette image générique on est en train de construire, de façon camouflée, une base militaire sur le plateau.

Ils déguisent en « aide humanitaire » la base située sur le chemin vers Vache Morte, à 20 minutes de l'aéroport international par l'autoroute nord. Depuis la Multisectorielle, nous avons dénoncé publiquement sa construction et avons organisé plusieurs caravanes pour rendre visible la violation de la souveraineté. Pourquoi le Gouvernement provincial ne donne-t-il pas d'explications ? Aujourd'hui, nous n'avons aucune réponse concrète à cette question que nous avons posée par la voie judiciaire avec un recours dans lequel le Gouvernement affirme ne pas avoir signé d'accord avec le Commandement Sud. Mais c'est cet organisme militaire d'un Gouvernement étranger qui est en train de construire les bâtiments de la base.

Nous condamnons la présence dans autre pays de la chef du Commandement Sud parce que pour les habitants de Neuquén, cela signifie qu'elle vient confirmer la construction de la base et nous ne voulons pas le permettre. Dans le cours de la semaine, nous organiserons une conférence de presse pour annoncer une grande caravane populaire vers la base.

Multisectorielle non à la base Yankee à Neuquén !

Resumen Latinoamericano, 3 de mayo de 2022.
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 4 Mai 2022

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

AUTO DONATIONS

Wheels For Wishes benefiting Make-A-Wish® Northeast New York. Your Car Donations Matter NOW More Than Ever! Free Vehicle Pick Up ANYWHERE. We Accept Most Vehicles Running or Not. 100% Tax Deductible. Minimal To No Human Contact. Call: (877) 798-9474. Car Donation Foundation d/b/a Wheels For Wishes. www.wheelsforwishes.org.

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

FINANCE

ARE YOU BEHIND $10k OR MORE ON YOUR TAXES? Stop wage & bank levies, liens & audits, unfiled tax returns, payroll issues, & resolve tax debt FAST. Call 888-869-5361 (Hours: Mon-Fri 7am-5pm PST)

HEALTH

ATTENTION VIAGRA USERS: Generic 100mg blue pills or generic 20mg yellow pills. Get 45 plus 5 free $99 + S/H. Call Today. 877-707-5523

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

HOTEL CLEANING NYC- QUEENS-WHITE PLAINS. T&L Cleaning is looking for Housekeeping Staff for various Hotels. Room Attendants,

suite à la page(19)

La culture de l'oubli

Par Carolina Vásquez Araya

Le cerveau humain possède un mécanisme capable d'éliminer le souvenir de la douleur.

Au fil des ans, les événements les plus décisifs de l'histoire de l'humanité prennent la teinte sépia des vieilles photographies. Ils se transforment peu à peu en légendes ou, au mieux, en événements isolés qui ont été dépouillés de leur impact sur la réalité actuelle. C'est ainsi qu'ils sont enseignés dans les cours d'histoire, peut-être dans le but de les isoler dans une capsule temporelle pour stériliser leur signification.

Cependant, ces jalons représentent des moments où la route s'est tordue pour marquer un nouveau chemin, qui n'est pas toujours meilleur. À mesure que les sociétés avancent, pressées par les défis de la survie, leurs moments de douleur et de perte sont laissés derrière elles dans une brume propice à l'oubli, ce qui représente le risque énorme de répéter le cycle encore et encore, en abandonnant, en cours de route, les rêves et les ambitions de créer des sociétés plus justes et plus humaines. C'est la culture de l'oubli, une maladie collective qui, tel un virus maudit, nous a conditionnés à laisser derrière nous les leçons les plus précieuses.

L'une des conséquences de ce phénomène collectif est la résurgence de mouvements marqués par le racisme et la violence fasciste dans les pays qui ont connu le pire du nazisme lors des plus grandes et plus cruelles chasses à l'homme de l'histoire, mais qui se sont également étendus au reste de la planète. Il s'agit d'un exercice du pouvoir et d'une perversion dont le germe semble présent au cœur même de l'espèce humaine, comme en témoignent d'autres chasses, perpétrées selon des règles qui segmentent les communautés entre ceux qui ont le droit de vivre et ceux qui doivent être exterminés.

Un processus similaire se produit face à l'épuisement des ressources, à la destruction des écosystèmes et à l'indifférence mortelle de ceux qui ont le pouvoir d'intervenir pour changer le cours des événements. Les communautés humaines - qui font à la fois partie du problème et de la solution - se contentent de regarder, avec scepticisme et conformisme, la destruction de leur monde. Les preuves de l'extinction des espèces, conséquence de la soif de richesse et de pouvoir, vont de pair avec les images de civils - transformés en "dommages collatéraux" au milieu d'attaques guerrières d'une énorme ampleur - dont le seul but est le contrôle économique et géopolitique pour ceux qui sont au pouvoir.

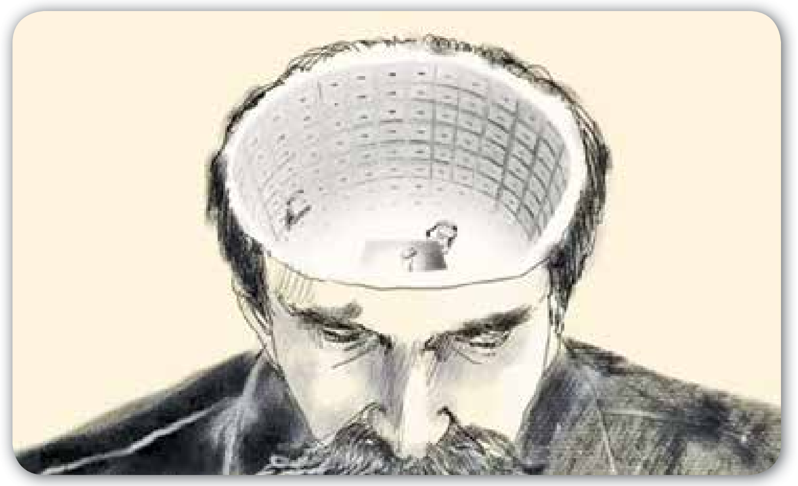


Image d'illustration : "Nietzsche, toute action exige l'oubli", dessin de David Ha

Les mécanismes d'élimination de la mémoire sont activés dès que la réalité commence à s'immiscer dans notre petit monde quotidien et à troubler notre conscience. C'est le moyen de chasser de notre esprit quelque chose que nous n'avons aucun moyen d'influencer ; c'est le mécanisme du crabe qui cherche une coquille vide sur la plage pour se cacher de ses prédateurs et poursuivre sa vie. Le problème est que nous n'avons aucun abri pour nous protéger de la destruction de ces cadres insaisissables de coexistence sur lesquels nous avons fondé notre confiance. Parmi elles, l'idée épurée et abstraite de la signification de la démocratie.

Sur la voie de l'oubli et de la conformité, nous avons fini par abandonner notre rôle actif de membres de sociétés organisées. Les règles du jeu ont été modifiées et nous continuons à jouer le jeu sans connaître les astuces de l'adversaire, car nous ne savons pas non plus qui il est. Comme le crabe, nous cherchons un refuge précaire dans l'oubli. Et, comme le crabe, nous pensons être immunisés contre l'œil exercé des prédateurs qui nous entourent.

Nous sommes exposés aux effets du passé chaque fois que nous essayons de l'oublier.

El Quinto Patio 8 mai 2022
Traduction Bernard Tornare
8 Mai 2022

Suite de la page (11)

soutient sans réserve les bandéristes, hérauts de la supériorité raciale des Ukrainiens sur les Russes.

Notes

[1] *Canada's Origins : Liberal, Tory, or Republican ?*, Janet Ajzenstat & Peter J. Smith, Mcgill Queens University Press (1995).

[2] *Sale of the Century : Russia's Wild Ride from Communism to Capitalism*, ‪ Crown Business (2000).

[3] *Plutocrats : The Rise of the New Global Super-Rich and the Fall of Everyone Else*, Penguin Pres (2012).

[4] « Agent orange : Our secret role in Ukraine », Mark Mackinnon, *Globe and Mail*, April 14, 2007.

[5] « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2007.

[6] « La loi raciale ukrainienne », *Réseau Voltaire*, 9 mars 2022.

[7] « L'Ukraine et la Turquie créent une Brigade internationale islamique contre la Russie », par Thierry Meyssan, *Télévision nationale syrienne , Réseau Voltaire*, 12 août 2015.

[8] « Un appel à l'action sur la désinformation parrainée par l'État en Ukraine », Affaires mondiales Canada, 2 mars 2022

Réseau Voltaire | Paris (France) | 2 mai 2022

Ndlr.

OUN (Organisation des nationalistes ukrainiens) : mouvement nationaliste extrémiste ukrainien créé en 1929 lors du Premier Congrès à Vienne par Yevhen Konovalets et Andriy Melnyk. Après l'assassinat de Konovalets, Melnyk lui succède à la tête de l'OUN. Un membre de l'organisation, Stepan Bandera, fonde une aile plus radicale, rivale. On distingue alors 2 OUN rivales identifiables par l'initiale de leurs leaders : l'**OUN-B** (ou les « Banderivtsi »), celle de Bandera, et l'**OUN-M** (ou les « Melnykivtsi ») dirigée par Melnyk.

ABN (Anti-Bolshevik Bloc of Nations en anglais / Bloc Anti-Bolchevique des Nations) : organisation politique nationaliste et anticommuniste qui entendait fédérer les associations rassemblant des émigrés issus de peuples non-russes de l'URSS et d'autres pays communistes du bloc de l'Est et installés en Europe de l'Ouest et en Amérique.

Suite de la page (17)

consciente et organisée, à ce stade, pour prendre le pouvoir. C'est le contexte idéal pour l'instauration de ce que les marxistes appellent un régime « bonapartiste ». Dans ce type de régime, l'appareil d'État et le pouvoir, incarnés par un « homme fort », s'émancipent – dans une certaine mesure – de la tutelle de la bourgeoisie, tout en continuant à défendre les intérêts fondamentaux de celle-ci. Si un tel régime peut apporter une certaine stabilité à la domination de la classe dirigeante, la situation devient inextricable lorsque « l'homme fort » se transforme lui-même en un facteur de déstabilisation, comme c'est le cas aujourd'hui au Sri Lanka.

L'organisation du mouvement

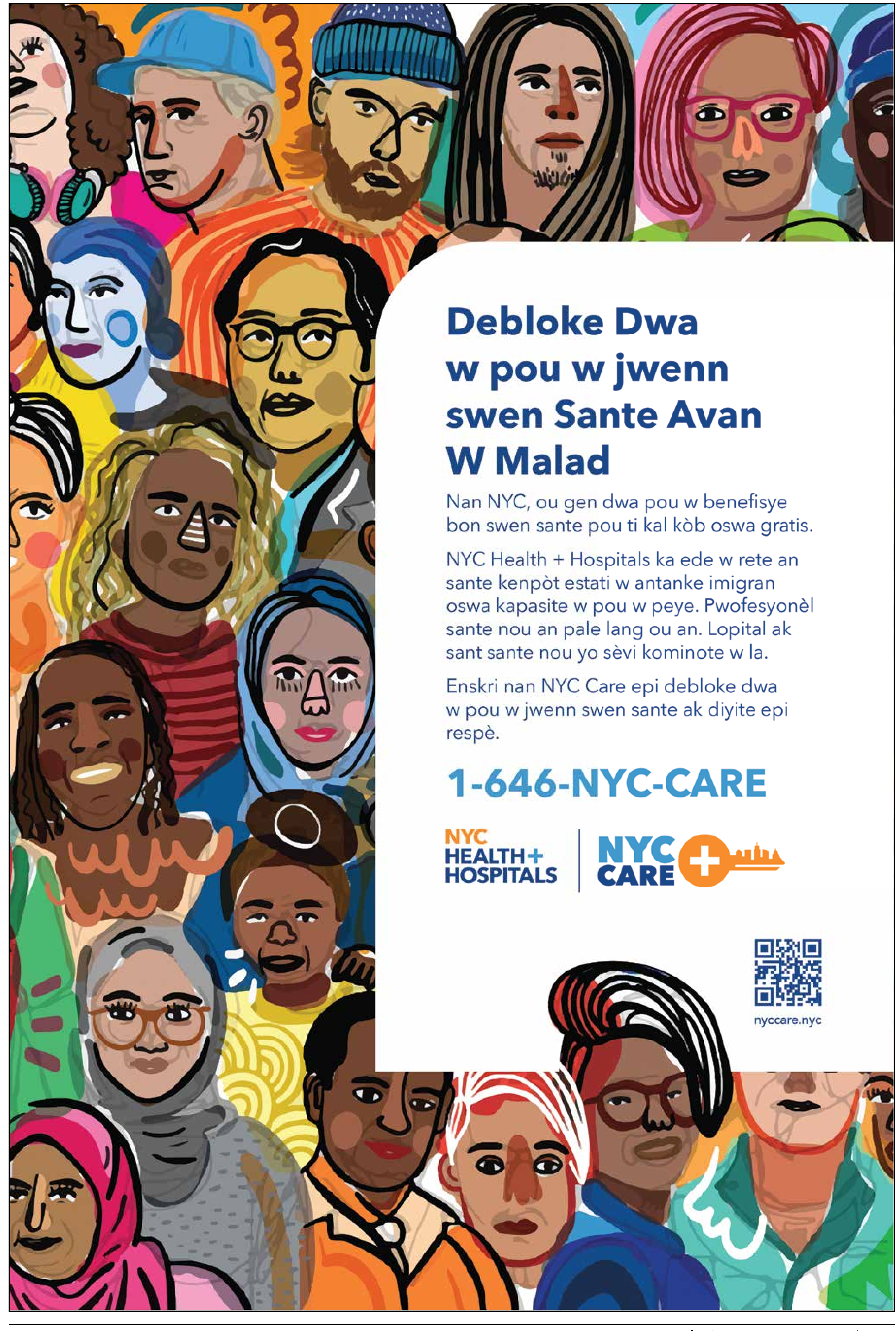
Le mouvement actuel a un immense potentiel révolutionnaire, mais il a aussi un point faible : il n'avance pas d'alternative concrète au régime actuel. En 2001, l'Argentine a connu une situation similaire : après l'imposition de politiques d'austérité drastiques sur les ordres du FMI, un mouvement spontané des masses a bloqué le pays et l'a rendu ingouvernable. Cinq présidents se sont succédé en l'espace de deux semaines. Cependant, en l'absence d'alternatives et d'un débouché pour le mouvement, les masses ont épuisé leur énergie et ont fini par rentrer chez elles. Le gouvernement argentin a alors imposé de nouvelles politiques d'austérité, pour faire peser tout le poids de la crise sur les épaules des travailleurs.

Aujourd'hui, la situation au Sri Lanka est similaire. Si rien n'est fait pour organiser le mouvement et lui donner une perspective révolutionnaire claire, les masses finiront par s'épuiser et la classe dirigeante pourra reprendre l'initiative.

Les travailleurs et les pauvres ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Elles doivent s'organiser et mettre sur pied leur propre pouvoir, face à celui de la bourgeoisie. Sur les lieux de travail et dans les quartiers, des comités de travailleurs et de pauvres doivent être formés pour coordonner la lutte. Seule une telle organisation, structurée à l'échelle nationale et combinée à une grève générale, permettrait de renverser ce régime pourri et de le remplacer par le pouvoir révolutionnaire des travailleurs et de toutes les couches opprimées de la population sri-lankaise.

La riposte socialiste 5 Mai 2022

Suite de la page (18)


Debloke Dwa w pou w jwenn swen Sante Avan W Malad
Nan NYC, ou gen dwa pou w benefisye bon swen sante pou ti kal kòb oswa gratis.
NYC Health + Hospitals ka ede w rete an sante kenpòt estati w antanke imigran oswa kapasite w pou w peye. Pwofesyonèl sante nou an pale lang ou an. Lopital ak sant sante nou yo sèvi kominote w la.
Enskri nan NYC Care epi debloke dwa w pou w jwenn swen sante ak diyite epi respè.
1-646-NYC-CARE
NYC HEALTH+ HOSPITALS
NYC CARE
nyccare.nyc